

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies ...	35 fr.	20 fr.
Etranger : Pays à demi-tarif ...	50 fr.	30 fr.
Etranger : Pays à plein tarif ...	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro : An comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser
au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la
Mission Catholique de LOMÉ, TOGO, (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions
faites en caractères plus petits que ceux du texte du
Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret du 21 novembre 1933, portant extension
aux colonies de diverses lois modifiant
certains articles du *code civil*, du *code de*
procédure civile, du *code pénal* et du *code*
d'instruction criminelle. (Arrêté de pro-
mulgation du 6 janvier 1934). 62

Décret du 5 décembre 1933, approuvant l'arrêté
N° 569 pris en conseil d'administration le
4 octobre 1933 par le Commissaire de la
République au Togo portant ouverture
et annulation de *crédits au budget local*
du Togo sur l'exercice 1933. (Arrêté de
promulgation du 6 janvier 1934). 63

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Circulaire du 12 janvier 1934, à messieurs les
commandants de cercle au sujet de l'appli-
cation des nouveaux textes fiscaux. 64

Arrêté du 27 octobre 1933, réglementant l'impôt de
la *patente* dans le territoire du Togo. 67

Arrêté du 27 octobre 1933, fixant le taux de la
taxe fixe due par les *indigènes* ayant un
revenu inférieur à 10.000 francs. 70

Arrêté du 27 octobre 1933, réglementant à nouveau
l'impôt *personnel* et en fixant le taux et
l'assiette. 71

Arrêté du 27 octobre 1933, réglementant à nouveau
la *taxe d'hygiène* au Togo. 74

Arrêté du 27 octobre 1933, réglementant la *taxe*
d'assistance médicale indigène et en fixant
les taux. 74

Arrêté du 27 octobre 1933, réglementant l'assiette
de l'impôt des *prestations* au territoire
du Togo. 75

Arrêté du 27 octobre 1933, fixant le taux de
rachat de prestations pour l'année 1934. 77

Arrêté du 30 décembre 1933, portant modification
aux *tarifs du wharf*. 77

Arrêté du 6 janvier 1934, abrogeant celui du
30 décembre 1933 N° 808 et portant modi-
fication aux *tarifs du wharf*. 77

Arrêté du 30 décembre 1933, plaçant le cercle de
Lomé sous le régime de *danger imminent*. 78

Arrêté du 9 janvier 1934, portant *cessation* du
régime de *surveillance sanitaire* pour
Sokodé. 78

Arrêté du 30 décembre 1933, mettant en *observa-*
tion sanitaire les bateaux en provenance
de *Keta*. 78

Arrêté du 30 décembre 1933, déterminant les
modalités du *concours d'entrée* dans les
cadres indigènes auxiliaires du Togo. 79

Arrêté du 30 décembre 1933, rendant provisoire-
ment exécutoires les *budgets du Togo*
pour l'exercice 1934. 80

Arrêté du 30 décembre 1933, rendant provisoire-
ment exécutoire le *budget* de l'exploitation
du *chemin de fer* et du *wharf*, annexe du
budget local du Togo pour l'exercice 1934. 80

Arrêté du 30 décembre 1933, portant approbation
du *budget de la chambre de commerce* du
Togo pour l'exercice 1934. 80

Arrêté du 30 décembre 1933, portant ouverture
de *cabines téléphoniques*. 81

Arrêté du 30 décembre 1933, fixant le contingent des alcools dénaturés et méthyliques à admettre à l'importation pour l'année 1934.	81
Arrêté du 16 décembre 1933, portant modification au tableau N° 1 annexe de l'arrêté du 20 mai 1933.	81
Arrêté du 30 décembre 1933, autorisant la commune-mixte de Lomé à s'imposer en 1934 et lui attribuant certaines recettes.	82
Arrêté du 30 décembre 1933, portant suppression du service de construction du chemin de fer central togolais.	82
Arrêté du 30 décembre 1933, portant suppression de l'agence spéciale du service de construction du chemin de fer central togolais.	82
Arrêté du 30 décembre 1933, portant création d'une section de liquidation de la construction du chemin de fer central togolais.	83
Arrêté du 30 décembre 1933, ouvrant à l'exploitation les gares d'Akaba et de Pagala.	83
Nominations, mutations, etc... concernant le personnel.	83
Allocations	101
Cessions	101
Comité de radiodiffusion	101
Commissions	101
Domaines	102
Gratifications	102
Indemnités	102
Libération conditionnelle	103
Mission religieuse	103
Remboursement	103
Secours	103
Sociétés	103
Succession de fonctionnaire	103
Vérifications de caisses	104
Etat des principaux produits du crû exportés pendant le mois de décembre 1933	104
Etat des mouvements de la navigation des ports de Lomé et d'Anécho pendant le mois de décembre 1933	105
Horaire des courriers maritimes	107

PARTIE NON OFFICIELLE

Foire du Havre 108

Annonces — (Voir supplément)

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Extension aux colonies de lois métropolitaines

ARRETE N° 12 promulguant au Togo le décret du 21 novembre 1933, portant extension aux colonies de diverses lois modifiant certains articles du code civil, du code de procédure civile, du code pénal et du code d'instruction criminelle.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 21 novembre 1933, portant extension aux colonies de diverses lois modifiant certains articles du code civil, du code de procédure civile, du code pénal et du code d'instruction criminelle;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, le décret du 21 novembre 1933, portant extension aux colonies de diverses lois modifiant certains articles du code civil, du code de procédure civile, du code pénal et du code d'instruction criminelle.

Lomé, le 6 janvier 1934.

L. PÊTRE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 21 novembre 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

De nombreuses lois sont venues récemment modifier pour la métropole certains articles des codes civil, de procédure civile, pénal et d'instruction criminelle.

Il nous a paru, après consultation des colonies intéressées, que ces dispositions pouvaient leur être étendues sans inconvénient, en vue de maintenir les législations civile et criminelle de nos colonies en harmonie avec celles de la métropole.

Tel est le but du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,

François PIÉTRI.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Albert DALIMIER.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu les articles 6, 8 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les lois, déclarées applicables aux Antilles et à la Réunion, des 2 février 1933 sur la majorité matrimoniale, 15 mars 1933 sur la mainlevée des oppositions à mariage, 19 février 1933 modifiant les articles 228, 313 et 184 du code civil sur le désaveu de paternité et la validité des mariages, 9 juillet 1931 modifiant l'article 2 de la loi du 27 février 1880 rendue applicable aux colonies autres que les Antilles et la Réunion par décret du 8 avril 1880, l'article 389 du code civil sur les obligations du père administrateur légal des biens des enfants mineurs, 26 novembre 1923 et 6 avril 1932 modifiant les articles 2, 50 et 59 du code de procédure civile;

Vu les lois, non déclarées applicables aux Antilles et à la Réunion, des 16 février 1933 complétant l'article 378 du code pénal sur le secret professionnel et l'article 312 du code d'instruction criminelle et 17 février 1933 modifiant l'article 340 du code pénal et punissant la bigamie de peines correctionnelles;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les lois suivantes sont déclarées applicables aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du Togo et du Cameroun, à l'exception des Antilles et de la Réunion où elles ont été déjà promulguées :

- 1^o Les deux lois des 26 novembre 1923 et 6 avril 1932 modifiant les articles 2, 50 et 59 du code de procédure civile;
- 2^o La loi du 9 juillet 1931 modifiant l'article 2 de la loi du 27 février 1880 relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs et interdits et l'article 389 du code civil relatif aux obligations du père administrateur légal des biens de ses enfants mineurs;
- 3^o La loi du 2 février 1933 assimilant l'âge de la majorité matrimoniale à la majorité de droit commun et modifiant les articles 70, 75, 148, 151, 154, 158, 174 et 478 du code civil;
- 4^o Les deux lois du 19 février 1933 modifiant, la première, les articles 228 et 313 du code civil, la seconde l'article 184 du code civil;
- 5^o La loi du 15 mars 1933 modifiant les articles 176, 177 et 178 du code civil relatifs à la mainlevée des oppositions à mariage.

ART. 2. — Les lois suivantes sont déclarées applicables à toutes colonies et pays de protectorat et aux territoires sous mandat du Togo et du Cameroun :

- 1^o La loi du 16 février 1933 complétant l'article 378 du code pénal et l'article 312 du code d'instruction criminelle;
- 2^o La loi du 17 février 1933 modifiant l'article 340 du code pénal.

ART. 3. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

ART. 4. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret,

qui sera publié au journal officiel de la République française et aux journaux officiels des colonies intéressées, ainsi qu'au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 21 novembre 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

François PIÉTRI.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Albert DALIMIER.

Budget local

ARRETE N° 13 promulguant au Togo le décret du 5 décembre 1933 approuvant l'arrêté n° 569 pris en conseil d'administration, le 4 octobre 1933, par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo sur l'exercice 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 5 décembre 1933 approuvant l'arrêté n° 569 pris en conseil d'administration, le 4 octobre 1933, par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo sur l'exercice 1933;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo, placé sous le mandat de la France, le décret du 5 décembre 1933, approuvant l'arrêté n° 569 pris en conseil d'administration, le 4 octobre 1933, par le Commissaire de la République au Togo et portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo sur l'exercice 1933.

Lomé, le 6 janvier 1933.

L. PÊTRE.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 5 décembre 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le Commissaire de la République au Togo a pris en conseil d'administration, le 4 octobre 1933, un arrêté portant ouverture et annulation de crédits au budget local du Togo, exercice 1933.

Ces mesures ne soulevant aucune objection de ma part, j'ai fait préparer pour les ratifier, conformément

aux dispositions de l'article 81 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, le projet de décret ci-joint que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,

Albert DALIMIER.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 22 août 1933 portant approbation du budget local et des budgets annexes du Togo pour l'exercice 1933;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 569 pris en conseil d'administration, le 4 octobre 1933, par le Commissaire de la République au Togo et portant, au titre de l'exercice 1933, ouverture d'un crédit supplémentaire de 22.600 frs. au chapitre IX du budget local du Territoire et annulation d'une somme équivalente au chapitre XV du même budget.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 5 décembre 1933.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Albert DALIMIER.

ARRETE N° 569 portant ouverture et annulation de crédit au budget local du Togo, exercice 1933.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 22 août 1933 approuvant les budgets du Togo pour l'exercice 1933;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est ouvert au budget local du Togo, exercice 1933, le crédit supplémentaire suivant :

CHAPITRE IX

DÉPENSES DES EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES

ART. 6. — Agriculture.

Parag. 1. — Salaire des manœuvres des stations agricoles et des secteurs agricoles . . . 22.600 frs.

ART. 2. — Il sera fait face à l'ouverture de ce crédit supplémentaire au moyen de l'annulation de crédit suivant :

CHAPITRE XV

DÉPENSES DIVERSES (Matériel)

ART. 5. — Dotations

Parag. 3. — Participation aux dépenses d'encouragement agricole . . . 22.600 frs.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 4 octobre 1933.

R. DE GUISE.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

OBJET :

a/s application des nouveaux textes fiscaux

N° 38 F

Lomé, le 12 janvier 1934.

CIRCULAIRE à tous cercles

L'application des divers textes fiscaux en vigueur au Territoire a suscité, durant l'année 1933, des différences d'interprétation qu'il était urgent de voir disparaître.

Egalement, un certain nombre de faits inhérents à des difficultés de perception ont incité le Commissaire de la République titulaire et moi-même à proposer à l'agrément du département des mesures nouvelles.

Les modifications ainsi introduites dans notre législation fiscale se trouvent consacrées par des arrêtés du 27 octobre 1933 revêtus de l'approbation ministérielle.

Ces textes réalisent :

1° — Une réorganisation de l'impôt personnel et la modification de certains de ses taux.

2° — Une refonte de l'arrêté réglementant le mode d'exécution des prestations en nature.

3° — Diverses mesures ayant trait à la fixation des tarifs des taxes d'hygiène, d'assistance médicale indigène et du rachat des prestations.

4° — Des modifications diverses à l'arrêté réglementant le régime des patentes au Territoire.

Afin de vous permettre d'apprécier la portée exacte de la réforme accomplie et d'en bien faire saisir le sens par vos administrés, je crois utile de l'accompagner de certains commentaires que vous trouverez développés ci-après.

IMPOT PERSONNEL

La division de l'impôt en une partie fixe et une partie variable suivant le revenu du contribuable a été maintenue.

Taxe fixe. — Des motifs de dégrèvement particuliers ont été admis : ils résident dans l'inscription sur les rôles en France ou aux colonies d'un impôt à caractère sensiblement analogue, cote personnelle et mobilière en France et impôt personnel dans les diverses colonies françaises.

Le taux a été abaissé à 130 francs afin d'atténuer le caractère dégressif présenté par la masse de l'impôt antérieurement en vigueur, et d'établir une concordance avec les impôts du même type appliqués en A. O. F.

Comme antérieurement, pour les indigènes jouissant d'un revenu inférieur à 10.000 francs, une taxe fixe annuelle est déterminée par arrêté spécial. Les taux sont restés les mêmes qu'en 1933.

Un élément nouveau intervient toutefois. Il a trait au classement par catégorie des divers contribuables. Auparavant laissé à la décision des fonctionnaires établissant les rôles, ce classement sera désormais effectué en tenant compte de signes extérieurs dégageant assez manifestement le degré d'aisance de l'individu imposable. En cas d'absence de ces éléments d'appréciation, il faudra recourir à la consultation du conseil des notables considérée comme le seul guide assez sûr en la matière.

L'établissement des rôles reste numérique en attendant que des moyens d'exécution suffisants et qui seront recherchés avec activité permettent de rentrer dans la norme des règlements.

Une faculté de libération en deux termes est prévue. En réalité, il faut voir là une disposition de principe qui marque de la part de l'administration sous mandat le désir de laisser aux contribuables des facilités suffisantes de paiement. Dans cet ordre d'idées, je vous invite particulièrement à prévoir et fixer pour le recouvrement de l'impôt des dates concordant avec les époques où l'activité du trafic commercial et agricole met à la disposition de la masse des contribuables les ressources suffisantes à l'acquittement de ses obligations. Il vous appartiendra toutefois de veiller à ce que les facilités ainsi accordées ne dégénèrent pas en abus engendrant et facilitant une évasion fiscale.

L'impôt est un dû dont la remise ne peut être accordée que pour des motifs sérieux et bien déterminés.

Taxe additionnelle. — Le texte nouveau se rapproche sensiblement des arrêtés réglementant l'impôt sur le revenu dans les diverses colonies de l'Afrique occidentale française.

Des précisions sont apportées dans la détermination des individus imposables, notamment en ce qui concerne les femmes mariées ou enfants faisant l'objet d'une imposition distincte de celle du chef de famille.

La méthode d'évaluation du revenu imposable diffère en outre de l'ancienne. Alors qu'antérieurement ce revenu était composé du total de différents revenus dont la détermination ne s'opérait que d'une façon assez incertaine, le texte actuel établit le revenu en déduisant de la masse des recettes et gains de toutes provenances acquis par le contribuable une série d'exemptions limitativement énumérées.

La quotité de la taxe comporte une imposition par tranche qui évite l'emploi d'un barème et permet au contribuable de calculer lui-même son imposition.

Enfin, les dispositions relatives aux déclarations, contrôle, pénalités, ont été détaillées et complétées. Une déclaration est toujours exigée, elle se fera en utilisant les modèles actuellement en usage.

En vue de renforcer le contrôle et de le pourvoir de moyens d'action efficace, les employeurs sont astreints à déclarer le nombre, le traitement et la période d'utilisation des agents qu'ils ont occupés pendant l'année écoulée. Une disposition facilite toutefois l'exécution de cette formalité ; elle permet d'éviter la déclaration pour les employés permanents jouissant d'un traitement ou salaire inférieur à 10.000 francs. La communication des livres de commerce, comptabilités ou certificats divers pouvant en revanche devenir nécessaire, des dispositions spéciales l'ont prévue et des pénalités sanctionnent les refus.

J'ajoute que ces sanctions doivent être considérées comme très exceptionnelles et qu'il ne conviendra d'y recourir qu'à l'égard des contribuables dont la mauvaise foi et le manque de sincérité apparaîtront, à la vérification, nettement manifestes.

Le corollaire évident du contrôle exercé dans ces conditions est le secret professionnel ; il est prévu dans les termes de l'article 378 du code pénal ; vous ne manquerez pas de signaler à vos collaborateurs qu'un manquement éventuel à cette discrétion les rendrait automatiquement passibles des peines fixées par le législateur.

J'attire également votre attention sur une disposition prévoyant l'exigibilité intégrale de l'impôt en cas de déménagement hors du ressort de l'agence spéciale chargée du recouvrement. Elle supprime les impossibilités de perception rencontrées cette année et permettra d'établir les responsabilités à retenir.

TAXE D'HYGIÈNE
TAXE D'ASSISTANCE MÉDICALE
TAUX DE RACHAT DES PRESTATIONS

Peu de modifications ont été introduites dans le taux de ces taxes. Les arrêtés sont suffisamment explicites et n'appellent pas de commentaires particuliers.

RACHAT DES PRESTATIONS

Les points essentiels sur lesquels porte la réforme sont les suivants :

L'arrêté de 1922, organique des prestations au Territoire, stipulait que les prestations en nature ne pourraient être destinées qu'aux seuls travaux d'entretien des voies de communication (routes et ponts) et des pistes télégraphiques.

Il sera permis désormais d'y recourir en vue de l'exécution de besognes d'assainissement et d'hygiène collective telles que le débroussement aux abords des villages, les plantations d'arbres et les constructions de puits.

L'époque d'exécution de ces travaux devra être fixée après avis du conseil des notables, elle ne pourra jamais coïncider avec la période pendant laquelle les prestataires sont retenus sur leurs terrains de culture ou procèdent à la récolte des produits du sol.

Le périmètre dans lequel peuvent s'exécuter les travaux a été réduit et, au delà de 10 Kilom., les prestataires recevront soit une ration en nature, soit une ration en espèces d'après un taux fixé par arrêté. En vue de me permettre de satisfaire à cette disposition, vous aurez à me faire d'urgence toutes propositions utiles pour chaque région de votre cercle.

Un plan de campagne est enfin prévu, les modalités d'exécution et de contrôle en sont strictement énumérées.

Les rôles seront établis dans les formes prescrites par le décret du 30 décembre 1912. Ils seront arrêtés en valeur seulement. Toutefois, comme ils doivent finalement être émargés en cas d'exécution en nature, la procédure suivie correspondra exactement à celle des cotes irrécouvrables, les justifications étant constituées par le relevé du registre des déclarations d'option avec indication des travaux effectués.

La date limite de ces déclarations auparavant fixée au 1^{er} septembre de l'année antérieure a été reportée à la fin du mois qui suit la mise en recouvrement des rôles afin de fournir aux intéressés toutes les facilités désirables.

PATENTES

Peu de modifications dans ce texte qui n'a suscité jusqu'ici aucune critique sérieuse dans son application. Les apports nouveaux ont trait à quelques précisions de termes, ainsi qu'à l'exemption des détaillants lorsqu'ils exercent leurs commerces sur des marchés où sont perçus des droits de place. Cette disposition ne doit pas jouer en 1934 étant donné la non perception des droits de place sur les marchés. Les taux, ainsi que la classification des patentes, restent ceux fixés par l'arrêté 567 du 20 novembre 1932.

Ainsi que vous pourrez vous en rendre compte, la réforme réalisée est dégagée de toute préoccupation d'ordre fiscal.

Si certains taux se trouvent légèrement augmentés, d'autres ont été réduits afin que l'ensemble présente une répartition plus équitable et plus conforme aux revenus concernés. Le but poursuivi a été essentiellement une application plus rationnelle des principes antérieurement posés.

Il vous appartiendra, surtout en ce qui concerne les impôts spécifiquement indigènes, et préalablement à toute perception de ceux-ci, de faire des règlements nouveaux l'objet de conférences à l'usage de vos administrés.

Vous aurez donc, dans ce but, à organiser une réunion spéciale de votre conseil des notables suivie d'une tournée au cours de laquelle vous prendrez directement et personnellement le contact des chefs et de la population de votre circonscription.

Vous veillerez à être compris sans ambiguïté et à recueillir éventuellement les remarques qui pourraient vous être présentées.

Je désire que vous me rendiez compte des conditions dans lesquelles vous vous serez acquitté de cette tâche et de la documentation utile que son exécution vous aura permis de recueillir.

Le Commissaire de la République p. i.

L. PÈTRE.

Impôt de la patente

ARRETE N° 654 réglementant l'impôt de la patente dans le territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 5 mars 1877 autorisant les gouverneurs à sanctionner leurs arrêtés par des peines de simple police;

Vu le décret du 5 août 1881 organisant les conseils de contentieux des colonies;

Vu les arrêtés des 31 juillet 1922 et 14 novembre 1927 réglementant les patentes et licences dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1929 réglementant à nouveau l'impôt des patentes dans le territoire du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

TITRE PREMIER

ASSIETTE DES PATENTES

ARTICLE PREMIER. — *Caractère général.* — Tout individu, français, étranger ou indigène exerçant dans le Territoire une profession libérale, un métier, une industrie ou un commerce non compris dans les exceptions prévues au présent arrêté est assujéti à la contribution des patentes.

Tout titulaire d'un ou plusieurs marchés administratifs d'entreprise ou de fourniture, soit après une adjudication publique dans le Territoire, ou de gré à gré, sera soumis à la taxe fixée pour le commerce, l'industrie ou la profession la plus imposée en cas de plusieurs contrats simultanés ou successifs.

ART. 2. — *Définition de la patente.* — La patente est une autorisation d'exercer pour une période fixe la profession qu'elle vise dans le lieu et l'établissement auxquels elle se rapporte et dans les conditions déterminées dans le présent arrêté.

ART. 3. — *Caractère personnel.* — La patente est personnelle, elle ne peut servir qu'à celui à qui elle a été délivrée.

En conséquence, les collecteurs ou les acheteurs ambulants européens et indigènes, même travaillant pour le compte d'une maison et retribués par elle sont astreints au paiement d'une patente spéciale prévue au tableau joint.

Néanmoins la patente délivrée à une société en nom collectif régulièrement constituée sert dans les limites réglementaires à tous les membres agissant au nom de la société.

ART. 4. — *Conjoints.* — Le mari et la femme même séparés de biens ne doivent qu'une seule patente qui serait due par un patentable unique exerçant les mêmes

professions, à moins qu'ils n'aient des établissements distincts, auquel cas chacun d'eux doit payer intégralement la taxe afférente à sa profession respective.

ART. 5. — *Règles de fixation.* — La contribution des patentes consiste en un droit fixe réglé par la nature du commerce, de l'industrie ou de la profession d'après un classement faisant l'objet de tableaux annexés au présent arrêté.

Cas non prévus. — Les autres commerces, industries ou professions non dénommés dans les tableaux n'en sont pas moins soumis à la patente. Celle-ci est alors fixée par analogie d'après les similaires déjà taxés.

TITRE II

MODE DE PERCEPTION DES PATENTES

ART. 6. — *Groupes.* — Les professions imposables sont réparties en 3 groupes :

- 1° — Professions libérales,
- 2° — Métiers et industries,
- 3° — Commerce.

Dans les groupes les patentes sont divisées en classes servant de base à la taxation suivant le tableau annexé au présent arrêté.

ART. 7. — *Cumul.* — L'exercice dans le même établissement de plusieurs professions, métiers, industries ou commerces appartenant à des groupes différents donne lieu aux impositions ci-après en partant des patentes les plus élevées.

- 1^{re} imposition droit entier,
- 2^e imposition réduction d'un quart,
- 3^e imposition réduction de moitié.

L'exercice dans le même établissement de plusieurs professions, métiers, industries ou commerces appartenant au même groupe donne lieu seulement à la perception de la patente la plus élevée.

ART. 8. — *Patentes de sociétés.* — Les sociétés ou compagnies quelconques ayant pour objet une entreprise commerciale ou industrielle doivent payer un droit pour chacun de leurs établissements dans les conditions prévues par le présent arrêté.

La patente de la collectivité ne dispense aucun des sociétaires ou actionnaires du paiement de la taxe à laquelle il pourrait être assujéti pour l'exercice d'un commerce, d'une industrie ou d'une profession particulière. Cette disposition est d'ailleurs applicable aux employés, représentants, gérants et correspondants de maisons de commerce ou d'industrie quelconque.

Ne peuvent se dire gérants, représentants, ou correspondants que les personnes munies d'une procuration régulière, générale ou limitée.

ART. 9. — *Exemption.* — Ne sont pas astreintes au paiement de la patente les personnes qui se livrent à un commerce, une industrie ou une profession ou en général à toute exploitation comprise restrictivement dans l'énumération suivante :

1^o — Les fonctionnaires et employés salariés par l'Etat et les administrations locales en ce qui concerne seulement l'exercice de leurs fonctions.

2^o — Les sages femmes.

3^o — Les artistes lyriques et entrepreneurs d'attractions.

4^o — Cultivateurs et éleveurs, mais seulement pour la vente et la manipulation des récoltes et fruits ayant exigé des frais de plantation, labour et d'entretien et pour le bétail qu'ils élèvent.

5^o — Les détaillants (petits détaillants, revendeurs, revendeuses de produits vivriers et d'articles d'importation) lorsqu'ils exercent leur commerce exclusivement sur des marchés où sont perçus les droits de place prévus par l'arrêté n° 564 du 20 novembre 1932.

L'exemption ne s'étend donc pas :

a) Au cultivateur qui achète des animaux pour les revendre ensuite.

b) A celui qui achète pour les vendre des récoltes sur pied, soit par une convention annuelle, soit par une convention portant sur plusieurs années.

6^o — Les pêcheurs et les piroguiers alors même que les barques qu'ils montent leur appartiendraient.

7^o — Les caisses d'épargne, les sociétés de prévoyance et d'assurance mutuelles administrées gratuitement et régulièrement autorisées.

8^o — Les auteurs, les professeurs de belles lettres, sciences, arts d'agrément, instituteurs donnant des leçons particulières.

9^o — Les commis et toute personne travaillant à gage, à façon et à la journée dans les maisons, ateliers et boutiques des patrons ou artisans de leur profession.

TITRE III

APPLICATION DES PATENTES

ART. 10. — *Annuité des patentes.* — La patente est due pour l'année entière par tout individu exerçant au 1^{er} janvier une profession imposable.

Ceux qui entreprennent dans le cours de l'année une profession, un commerce ou une industrie sujets à patente ne doivent la contribution qu'à partir du 1^{er} jour du trimestre dans lequel ils ont commencé à l'exercer.

Exception est faite pour les professions qui par leur nature ne peuvent être exercées que pendant une partie de l'année. Les personnes qui s'y livrent doivent le montant de la contribution pour l'année entière quelle que soit l'époque à laquelle ils entreprennent l'une de ces professions.

ART. 11. — *Fermeture des établissements.* — En cas de fermeture des établissements, magasins, boutiques, ateliers, par suite de décès, de liquidation judiciaire ou de faillite déclarée, les droits ne seront dus que jusqu'à la fin du trimestre en cours. En cas de cessation volontaire de commerce, la contribution des patentes sera immédiatement exigible pour l'année entière.

ART. 12. — *Modifications de patentes.* — Toute personne qui devient patentable ou dont la situation subit un changement passible d'un supplément de patente doit en faire la déclaration dans la huitaine en vue de son inscription au rôle supplémentaire en cours, à peine d'encourir les pénalités édictées par les articles 25, 26, 27.

ART. 13. — *Cession d'établissement.* — En cas de cession d'établissement la patente est transférée au cessionnaire sur la demande des deux intéressés après paiement par le cédant des termes échus.

ART. 14. — *Transfert d'établissement.* — En cas de transfert d'établissement :

1^o — Dans une autre localité du même cercle, le patentable doit en informer le commandant de cercle avant son départ de la première localité ;

2^o — Dans un autre cercle, le changement de résidence doit être déclaré, avant d'être accompli, aux commandants des deux cercles intéressés, sous peine dans les 2 cas, du paiement de la taxe à échoir jusqu'à la fin de l'année dans la nouvelle résidence.

La patente afférente à l'année en cours devra être payée intégralement dans le premier cercle avant toute opération de transfert. Le patentable n'est repris sur le rôle supplémentaire de nouvelle résidence, que dans le cas où, par suite de changement de classe ou de catégorie, il serait assujéti à une patente plus élevée.

Il est soumis, dans ce cas, au paiement de la différence entre les deux patentes, à compter du premier jour du trimestre où le transfert a été effectué.

TITRE IV

ÉTABLISSEMENT DES TITRES DE PERCEPTION

ART. 15. — *Rôles.* — La patente est perçue sur rôles nominatifs (primitifs ou supplémentaires) établis dans chaque cercle après avis de la commission des patentes.

Le rôle primitif est le document qui, établi pour compter du 1^{er} janvier de chaque année, comprend toutes personnes ressortissant à l'un des groupes ou classes prévus dans les tableaux de patentes.

Les rôles supplémentaires ouverts au début de chaque trimestre sont présentés sous la même forme que le rôle primitif et destinés à compléter ce dernier.

ART. 16. — *Préparation.* — Il est procédé dans chaque cercle, tant pour l'élaboration du rôle primitif que des rôles supplémentaires, à la classification des personnes soumises aux patentes dans les formes et conditions suivantes :

La commission, (composée du commandant de cercle ou de son délégué président et de 3 commerçants ou industriels désignés par le Commissaire de la République) se réunit sur la convocation de son président dans les bureaux de la résidence.

Les convocations doivent être adressées avec élargement 8 jours à l'avance.

Les décisions de la commission sont valables quel que soit le nombre des membres ayant pris part à la séance.

Mention doit être faite sur le procès-verbal de l'absence de ceux de ces derniers qui auraient été empêchés.

ART. 17. — *Classification.* — Il est procédé aux opérations de classification relatives à l'élaboration annuelle des rôles primitifs par la commission réunie dans les conditions fixées par l'article 15.

Les convocations doivent être lancées par le commandant de cercle pour l'établissement du rôle primitif de l'année suivante dans les délais voulus pour permettre la réunion de la commission de classement dans le courant de la première quinzaine de novembre.

L'envoi des rôles au chef-lieu doit être fait avant le 1^{er} décembre.

Les rôles devront être vérifiés, arrêtés et approuvés au chef-lieu dans le plus bref délai afin de pouvoir être mis en recouvrement dans le courant de janvier.

ART. 18. — *Inscription au rôle.* — Sont portées sur ces rôles toutes les personnes soumises à la patente et dont l'énumération suit :

A. — Celles qui exerçaient antérieurement leur profession, commerce ou industrie et qui n'ont pas déclaré cesser pour l'année nouvelle dans les délais prévus.

B. — Celles qui ont déclaré avant la réunion de la commission de classement vouloir ouvrir un commerce, exercer une profession, une industrie pendant l'année.

C. — Celles qui, sur des présomptions suffisantes et sur avis conforme de la commission seront reconnues devoir être imposées d'office.

La commission doit s'aider pour la confection des rôles de tous les éléments d'appréciation. Les réclamations soumises à son examen et reconnues non fondées donnent lieu à une notification immédiate par le président.

ART. 19. — *Rôles supplémentaires.* — Dès le premier jour de chaque trimestre, il sera ouvert un rôle supplémentaire destiné à recevoir l'inscription au fur et à mesure des déclarations ou des découvertes :

1^o — Des individus omis aux rôles primitifs qui exerçaient au 1^{er} janvier précédent un commerce, une industrie ou une profession imposable. La taxe remonte alors au 1^{er} janvier.

2^o — De ceux qui, antérieurement à cette date, auraient apporté dans leur situation commerciale ou industrielle ou professionnelle des changements passibles d'une augmentation de droit. Celle-ci est également due à partir du 1^{er} janvier.

3^o — De ceux qui, dans le cours de l'année, entreprennent une nouvelle profession comportant un droit plus élevé ou qui transportent leur établissement dans une localité plus imposée. Le supplément de la taxe

est dû, dans ce cas, pour compter du 1^{er} jour du trimestre pendant lequel ces changements se produisent.

4^o — De ceux qui, dans le cours de l'année, entreprennent une profession sujette à patente ou qui dans le même établissement entreprennent une nouvelle profession dont la patente ne se confond pas avec celle déjà imposée ou qui, encore, ouvrent une ou plusieurs succursales. Le droit nouveau ou supplémentaire est dû dans ces divers cas, à partir du premier jour du trimestre pendant lequel les faits se sont accomplis.

TITRE V

RECouvreMENT DES PATENTES

ART. 20. — *Publication des rôles.* — La mise en recouvrement des rôles sera portée à la connaissance du public au moyen d'affiches sur papier libre rédigées en français et apposées au bureau du commandant du cercle et du chef de subdivision et dans les lieux ordinaires de publication. Ces affiches constituent une mise en demeure collective. La date de mise en recouvrement est le point de départ du délai de 3 mois assigné par le décret du 5 août 1881 concernant l'organisation et la compétence des conseils des contentieux administratifs (article 100) pour la formation des requêtes contentieuses.

Dans la huitaine qui suit la mise en recouvrement des rôles, des avertissements doivent être envoyés aux contribuables.

ART. 21. — *Patentes payables d'avance.* — Les patentes qui ne présentent pas dans l'exercice de leur commerce, industrie ou profession les garanties de stabilité ou de solvabilité voulues, doivent acquitter d'avance et en totalité le montant de leur patente.

Les catégories de patentables soumises à cette obligation feront l'objet d'une décision du Commissaire de la République sur proposition des commandants de cercle.

ART. 22. — *Conditions et dates de recouvrement.* — En règle générale, tout patentable a la faculté de se libérer en une seule fois après l'homologation des rôles, mais la patente n'est exigible que par trimestre et d'avance, le premier terme étant dû dès que les rôles sont mis en recouvrement. Sur le vu de la quittance constatant le premier paiement (global ou partiel) l'agent chargé de la confection des rôles délivre au contribuable une formule de patente.

ART. 23. — *Patentes par anticipation.* — Toutefois des patentes par anticipation peuvent être délivrées :

1^o — A tous les patentés en cas de retard dans l'homologation des rôles.

2^o — En cas d'ouverture d'un nouveau commerce ou d'une profession ou d'une industrie nouvelle dans le courant d'un trimestre.

3^o — Aux marchands ambulants et à tous autres à profession non sédentaire (qui doivent toujours

acquitter en une seule fois le montant total de leur côté).

Sur le vu de la quittance attestant le paiement, l'agent chargé de la confection des rôles délivre au contribuable une patente par anticipation.

Le montant de cette patente est inscrit ensuite, séance tenante s'il y a lieu, sur le rôle supplémentaire ouvert dans les conditions de l'article 19.

ART. 24. — *Formules des patentes.* — Les patentes sont détachées d'un carnet à souche côté et paraphé par le commandant de cercle.

Tout contribuable n'ayant pas de magasin ou de boutique est tenu d'exhiber son titre lorsqu'il en est requis par tous agents qualifiés de l'autorité administrative et tous autres officiers ou agents de police judiciaire.

Dans les magasins et boutiques, la formule de patente devra être obligatoirement affichée.

Toute personne soumise à la patente qui aura égaré son titre ou qui devra en justifier hors de son domicile pourra se faire délivrer un certificat par le commandant du cercle qui aura établi le titre.

TITRE VI

PÉNALITÉS

ART. 25. — *Dissimulations et fausses déclarations.* — Sauf le cas de bonne foi démontrée, toute dissimulation ou toute fausse déclaration constatée par le procès-verbal, ratifiée par décision du commandant de cercle, entraînera en plus de l'application de la taxe pour l'année entière, un accroissement de la taxe égal au triple des droits dont le fisc aurait pu être frustré. Les sommes ainsi imposées, seront comprises dans le même article que le droit principal. Elles seront justifiées par l'annexion au rôle de la décision du commandant de cercle constatant la fraude.

Les réclamations relatives à l'application de ces pénalités sont du ressort du conseil du contentieux.

ART. 26. — *Saisie des marchandises vendues en fraude.* — Les marchandises mises en vente par des individus non munis de patente seront saisies et sequestrées aux frais du vendeur à moins que celui-ci ne donne caution suffisante jusqu'à la production de la patente ou jusqu'à ce qu'il ait pu prouver que la patente a été régulièrement demandée.

ART. 27. — Les infractions aux dispositions des articles 12, 13, 14, 23, paragraphe 2 seront constatées sur procès-verbal et punies des peines de simple police si les contribuables sont justiciables des tribunaux français ou exempts de l'indigénat et des peines disciplinaires dans le cas contraire.

ART. 28. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures au présent arrêté.

ART. 29. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1934, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 octobre 1933.

R. DE GUISE.

Approuvé par radiotélégramme ministériel, n° 257 du 30 décembre 1933.

TABEAU annexé à l'arrêté 654 du 27 octobre 1933 réglementant l'impôt de la patente dans le territoire du Togo.

1 ^{re} classe	4.000
2 ^e classe	2.000
3 ^e classe	1.600
4 ^e classe	1.000
5 ^e classe	600
6 ^e classe	500
7 ^e classe	400
8 ^e classe	300
9 ^e classe	200
10 ^e classe	150
11 ^e classe	120
12 ^e classe	75
13 ^e classe	60
14 ^e classe	50
15 ^e classe	40
16 ^e classe	30

Impôt sur le revenu

ARRETE N° 655. fixant le taux de la taxe fixe due par les indigènes ayant un revenu inférieur à 10.000 francs.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1922 fixant l'assiette de l'impôt personnel dans les territoires du Togo;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1929 fixant le taux de l'impôt personnel;

Vu l'arrêté n° 561 du 20 novembre 1932 fixant le taux de la taxe fixe due par les indigènes ayant un revenu inférieur à 10.000 francs, ensemble l'arrêté du 24 janvier 1933 le complétant;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant à nouveau l'impôt personnel et en fixant le taux et l'assiette;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Par application des dispositions du dernier alinéa de l'article 3 de l'arrêté susvisé

du 27 octobre 1933 le taux de la taxe fixe due par les indigènes dont le revenu est inférieur à 10.000 frs. est fixé ainsi qu'il suit :

1 ^{re} catégorie	110 frs.
2 ^e catégorie	70 frs.
<i>Catégorie ordinaire :</i>	
Cercle de Lomé	20 frs.
Cercle d'Anécho	20 frs.
Cercle de Klouto	20 frs.
<i>Cercle d'Atakpamé :</i>	
Canton de Kpéssi	15 frs.
Canton d'Adélé	10 frs.
Autres cantons	20 frs.
<i>Cercle de Sokodé :</i>	
Cotocolis, Bassaris	10 frs.
Autres cantons	7 frs.
Cercle de Mango	7 frs.

ART. 2. — Sont classés dans la 1^{re} catégorie : les fonctionnaires et agents de l'administration appartenant aux cadres réguliers ou engagés par contrats spéciaux, les employés salariés ou assimilés dont le salaire ramené à l'année est égal ou supérieur à 7.000 francs par an.

Les chefs supérieurs et chefs de régions, les habitants de statut indigène se livrant au commerce pour leur compte, titulaires d'une patente d'un taux égal ou supérieur à 300 francs.

En général tous individus dont le revenu annuel peut être considéré comme égal ou supérieur à 7.000 frs. après consultation du conseil des notables.

Sont classés dans la 2^e catégorie les fonctionnaires et agents de l'administration appartenant aux cadres réguliers ou engagés par contrats spéciaux, les employés, salariés ou assimilés dont le salaire ramené à l'année est égal ou supérieur à 4.000 francs.

Les chefs de village, les habitants de statut indigène se livrant au commerce pour leur compte titulaires d'une patente dont le taux est compris entre 120 frs. inclus et 300 frs. exclus.

En général tous indigènes dont le revenu peut être considéré comme égal ou supérieur à 4.000 frs. après consultation du conseil des notables.

Sont classés en catégorie ordinaire tous individus jouissant d'un revenu inférieur à 4.000 frs.

ART. 3. — Par dérogation aux dispositions de l'arrêté susvisé du 27 octobre 1933 cette taxe est exigible en deux termes début janvier et début juillet. — Toutefois le contribuable peut se libérer en totalité dès le début de l'année.

L'impôt de la catégorie ordinaire est perçu sur rôle numérique, à moins que le Commissaire de la République n'en décide autrement par arrêté en conseil d'administration pour les localités ou régions dont les habitants auront justifié d'un degré d'évolution suffisant.

ART. 4. — Chaque contribuable reçoit en s'acquittant de sa contribution :

1^o — Pour la catégorie ordinaire :

Un jeton de métal.

2^o — Pour les catégories supérieures et les contribuables de la catégorie ordinaire inscrits sur un rôle nominatif :

Soit une carte d'identité mentionnant le paiement de l'impôt ;

Soit une quittance détachée d'un carnet à souche.

ART. 5. — Il est accordé aux divers chefs servant d'intermédiaires aux commandants de cercles pour la perception de l'impôt, des remises dont le pourcentage, qui ne peut être supérieur à 10% est fixé par le Commissaire de la République sur la proposition des commandants de cercles.

ART. 6. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures au présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1934 et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 octobre 1933.

R. DE GUISE.

Approuvé par radiotélégramme ministériel n° 257 du 30 décembre 1933.

Impôt personnel

ARRETE No 656 réglementant à nouveau l'impôt personnel et en fixant le taux et l'assiette.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGEN D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;
Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1932 supprimant l'impôt travail et créant un impôt personnel au Togo ;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 réglementant l'impôt personnel au Togo ;

Le conseil d'administration entendu ;

Sous réserve d'approbation ministérielle ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est établi dans le territoire du Togo un impôt personnel qui comprend deux éléments :

1^o — Une taxe fixe,

2^o — Une taxe additionnelle.

TAXE FIXE

ART. 2. — § 1^{er}. — La taxe est due par tous les habitants majeurs et mineurs émancipés ayant à la colonie une résidence habituelle au premier janvier de l'année de l'imposition.

§ 2. — Toutefois, y est également soumise toute personne qui transfère en cours d'année sa résidence habituelle à la colonie si elle ne peut justifier pour la dite année de son inscription sur les rôles de la cote personnelle et mobilière dans la métropole ou d'un impôt personnel dans un Territoire français ou protégé par la France.

§ 3. — Pour les indigènes, la taxe est due à partir de l'âge de 16 ans révolus.

ART. 3. — Le taux en est fixé à 130 frs. par an. Toutefois, pour les indigènes dont le revenu net est inférieur à 10.000 frs., une taxe fixe annuelle peut être fixée, par arrêté du Commissaire de la République en conseil d'administration à un taux inférieur à 130 francs.

ART. 4. — Sont exonérés de la taxe fixe par le présent arrêté : les femmes mariées, les assujettis infirmes dont le taux d'invalidité est d'au moins 50%, les élèves des écoles officielles du Territoire, les consuls, les apprentis titulaires de la carte d'apprentissage, les miliciens et gardes de cercle.

TAXE ADDITIONNELLE

ART. 5. — La taxe additionnelle est due par tous les assujettis à la taxe fixe tels qu'ils sont définis aux § 1 et 3 de l'article 2 du présent arrêté.

Toutefois, est également soumise à la taxe additionnelle toute personne qui a transféré en cours d'année sa résidence habituelle à la colonie, si elle ne peut justifier pour la dite année de son inscription sur les rôles de l'impôt sur le revenu, soit dans la métropole, soit dans un territoire français ou protégé de la France.

ART. 6. — Chaque chef de famille est imposable tant en raison de ses revenus personnels que de ceux de sa femme et des autres membres de la famille qui habitent avec lui. Toutefois le contribuable peut réclamer des impositions distinctes :

1° — Pour sa femme lorsqu'elle est séparée de biens et ne vit pas avec lui.

2° — Pour ses enfants ou autres membres de sa famille, sauf son conjoint lorsqu'ils tirent un revenu de leur propre travail ou d'une fortune indépendante de celle du chef de famille. En cas d'impositions distinctes, les femmes mariées séparées de biens, les élèves des écoles officielles du Territoire, les enfants même mineurs verront cesser l'exonération de la taxe prévue à l'article 4 et résultant de l'article 2 du présent arrêté.

ART. 7. — Sont exemptés de la taxe additionnelle les consuls et les agents consulaires sur le montant de la partie de leur revenu provenant de l'exercice de leurs fonctions consulaires.

REVENU IMPOSABLE

ART. 8. — L'impôt est établi d'après le montant total du revenu net que le contribuable a eu à sa dis-

position pendant l'année immédiatement antérieure à celle de l'imposition. — Ce total comprend les traitements, salaires, indemnités, revenus et gains de toutes provenances acquis par le contribuable.

ART. 9. — Le revenu imposable s'obtient en déduisant du montant total du revenu net :

1° — Les pensions dont sont titulaires en vertu de la loi du 31 mars 1919 les mutilés, veuves et ayants droits des morts de la grande guerre, et les rentes viagères accordées aux victimes d'accidents du travail, les pensions concédées aux anciens militaires ou marins pour blessures reçues ou infirmités et maladies contractées en service avant le 2 août 1914 ainsi que les pensions de leurs ayants cause.

2° — La retraite du combattant prévue par l'article 144 de la loi de finances du 31 mars 1932.

3° — Les impôts directs et taxes assimilées acquittées par le contribuable.

4° — Les retenues supportées et les sommes versées pour la constitution de pension ou de retraites.

5° — En ce qui concerne les traitements publics et privés :

a) Les indemnités et suppléments pour frais de bureau, de responsabilité ou remise en tenant lieu, de caisse, les indemnités de représentation, les indemnités de zone, les indemnités de chef-lieu, l'indemnité spéciale du Togo perçue par les européens, les indemnités de cherté de vie perçues par les agents indigènes. Le coût du voyage pour se rendre en Europe ou en revenir, s'il est à la charge du contribuable.

b) Les allocations familiales et indemnités pour charges de famille, la majoration de l'indemnité pour charges militaires accordée aux chefs de famille.

c) Les prélèvements sur les traitements effectués en vertu des lois, décrets ou règlements locaux.

QUOTITÉ DE LA TAXE

ART. 10. — Les taux applicables au revenu imposable calculés conformément aux indications de l'article 9 sont fixés par tranche ainsi qu'il suit :

1° — Pour la tranche allant de 10.000 à 15.000 : 10 frs. par 1.000 frs.

2° — Pour la tranche allant de 15.000 à 40.000 : 15 frs. par 1.000 frs.

3° — Pour la tranche allant de 40.000 à 100.000 : 20 frs. par 1.000 frs.

4° — Au-dessus de 100.000 30 frs. par 1.000 frs. : Pour le calcul de la taxe, les fractions de 1.000 frs. sont négligées.

ART. 11. — Sur le montant de la taxe additionnelle calculée d'après les taux ci-dessus indiqués, chaque contribuable a droit à une réduction de 5% par personne à sa charge sans toutefois que la réduction puisse dépasser 25% du montant de la taxe.

Sont considérées comme personnes à la charge du contribuable à la condition de n'avoir pas de revenus distincts de ceux qui servent de base à l'imposition de ce dernier :

1^o — Les ascendants de plus de 65 ans ou infirmes ; toutefois cet âge est abaissé à cinquante ans à l'égard des femmes veuves à la charge exclusive de leurs fils ou filles.

2^o — La femme.

3^o — Les descendants, enfants ou petits enfants non assujettis à la taxe fixe à l'exclusion des enfants adoptés suivant les coutumes locales.

DÉCLARATIONS — CONTRÔLE — PÉNALITÉS

ART. 12. — Le contribuable passible de la taxe additionnelle est tenu de souscrire chaque année une déclaration de son revenu acquis pendant l'année précédente et faisant ressortir par nature de revenu les éléments qui la composent ; les déductions, exonérations, réductions demandées devront être mentionnées explicitement.

Ceux qui ont été inscrits au rôle de la taxe additionnelle de l'année antérieure sont tenus d'effectuer cette déclaration même s'ils sont affranchis de cette taxe.

Les déclarations établies sur des imprimés mis gratuitement par l'administration à la disposition des intéressés doivent être signées et adressées au commandant du cercle dans lequel le contribuable a sa résidence habituelle ou son principal établissement. Il en est donné récépissé.

ART. 13. — Les contribuables passibles de l'impôt personnel institué par le présent arrêté arrivant en cours d'année doivent souscrire leurs déclarations dans les quinze jours de leur arrivée en fournissant les justifications nécessaires s'ils veulent bénéficier des exonérations auxquelles ils ont droit suivant les articles 2 et 5.

ART. 14. — Tous particuliers et toutes sociétés ou associations occupant des employés, commis, ouvriers auxiliaires moyennant traitement, salaire ou rétribution, sont tenus de remettre dans le courant du mois de janvier de chaque année au commandant de cercle du lieu de leur résidence un état indiquant.

1^o — Les noms, prénoms et adresses des personnes qu'ils ont occupées au cours de l'année précédente.

2^o — Le montant des traitements, salaires, contributions diverses payées à chacune d'elle.

3^o — La période à laquelle s'appliquent les paiements lorsqu'elle est inférieure à une année.

En ce qui concerne les personnes rétribuées par un seul employeur la déclaration n'est exigée que pour celles dont les traitements, salaires ou rétributions ramenées à l'année dépassent le minimum assujetti à la taxe additionnelle.

La déclaration doit être produite quel que soit le montant de leurs rémunérations ramenées à l'année pour les personnes qui remplissent des fonctions susceptibles d'être exercées simultanément auprès de plusieurs entreprises.

Toute infraction aux prescriptions ci-dessus donne lieu à l'application d'une pénalité de 50 frs. encourue

autant de fois qu'il est relevé d'omission ou d'inexactitude dans les renseignements qui doivent être fournis.

La prescription n'est acquise qu'à l'expiration de la 2^e année suivant celle en cours de laquelle l'infraction a été commise.

La pénalité est recouvrée comme en matière de contributions directes.

ART. 15. — Les déclarations des contribuables et des employeurs sont vérifiées par les fonctionnaires chargés de l'établissement des rôles.

Ces fonctionnaires peuvent demander des éclaircissements ou justifications aux contribuables et aux employeurs par lettre recommandée et peuvent se faire communiquer à domicile toutes pièces utiles à la vérification de la sincérité des déclarations, livres de commerce, de comptabilité, certificats.

Si dans un délai de 20 jours, le contribuable ou l'employeur n'a pas répondu ou s'est refusé à fournir les explications ou justifications nécessaires, le premier est taxé d'office, le deuxième sera passible d'une pénalité de 100 frs. perçue autant de fois que le refus concerne de déclarations et recouvrée comme en matière de contributions directes.

Est également taxé d'office, avec majoration de 10% le contribuable présent au 15 janvier qui s'est abstenu de faire sa déclaration avant le 1^{er} février.

Le contribuable taxé d'office ne peut obtenir par la voie contentieuse la décharge ou la réduction de la cotisation qui lui a été assignée qu'en apportant toutes justifications de nature à faire la preuve du chiffre exact de son revenu.

Dans le cas où le contribuable n'a déclaré qu'un revenu insuffisant d'au moins 1/10, une majoration de 10% est appliquée aux droits correspondants au revenu non déclaré.

Lorsqu'une insuffisance de revenu déclaré est constatée après l'établissement du rôle, la cotisation correspondant à cette insuffisance, de même que la majoration prévue ci-dessus peuvent être réclamées au contribuable dans les mêmes conditions et dans le même temps que l'imposition elle-même.

Le même droit de répétition s'applique pendant le même délai, s'il s'agit de taxation d'office.

En cas de production de pièces justificatives fausses, établissant la mauvaise foi du déclarant, une pénalité égale au triple des droits dont le trésor aurait été frustré, sera perçue si la fraude provient du contribuable lui-même ; une pénalité égale à 300 frs. sera infligée à l'employeur si la fraude lui incombe ; elle sera perçue comme en matière de contributions directes.

RECÈVREMENT DU RÔLE — SECRET PROFESSIONNEL

ART. 16. — L'impôt personnel prévu par le présent arrêté est perçu dans les mêmes conditions que les autres contributions directes il est exigible par quart dans le premier mois de chaque trimestre et d'avance.

Toutefois le contribuable a la faculté de se libérer en une seule fois.

En cas de déménagement hors du ressort de l'agence spéciale chargée de la perception de l'impôt, de même qu'en cas de ventes volontaires ou forcées, l'intégralité de l'impôt est immédiatement exigible.

ART. 17. — Les héritiers d'un contribuable décédé en cours d'année sont tenus de payer le montant des cotisations portées au nom du de cujus.

ART. 18. — Les réclamations relatives à l'impôt personnel institué par le présent arrêté sont présentées, inscrites et jugées comme en matière de contributions directes et conformément aux dispositions des décrets du 5 août 1881, 22 février 1898, sur le conseil du contentieux, du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

ART. 19. — Tous avis et communications échangés entre les agents de l'administration ou adressés par eux aux contribuables doivent être transmis sous enveloppe fermée, ainsi que les avertissements.

ART. 20. — Est tenue au secret professionnel dans les termes de l'art. 378 du code pénal, toute personne appelée à l'occasion de ses fonctions ou attributions à intervenir dans l'établissement, la perception ou le contentieux de l'impôt personnel.

ART. 21. — Les contribuables ne sont autorisés à se faire délivrer les extraits de rôle de l'impôt personnel qu'en ce qui concerne leurs propres cotisations.

ART. 22. — Les fonctionnaires chargés du service de l'impôt sont seuls appelés à formuler des avis sur les réclamations relatives à cette contribution.

ART. 23. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures au présent arrêté.

ART. 24. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 1^{er} janvier 1934, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 octobre 1933.

R. DE GUISE.

Approuvé par radiotélégramme ministériel n° 257 du 30 décembre 1933.

Taxe d'hygiène

ARRETE No 657 réglementant à nouveau la taxe d'hygiène au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 18 décembre 1926 instituant un budget de la santé publique et de l'assistance médicale indigène, édictant des mesures spéciales quant aux taxes antérieurement perçues au profit de ce budget;

Vu l'arrêté du 14 novembre 1927 rapportant et remplaçant l'arrêté du 4 octobre 1926 instituant une taxe d'hygiène, ensemble l'arrêté du 22 octobre 1929 réglementant à nouveau la dite taxe et fixant les taux actuellement en vigueur;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont assujettis à la taxe d'hygiène tous les contribuables européens ou assimilés inscrits sur les rôles de l'impôt personnel.

ART. 2. — La taxe d'hygiène est due et recouvrée dans les conditions mêmes prévues pour la taxe fixe de l'impôt personnel.

ART. 3. — La taxe d'hygiène est fixée à 70 francs.

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures au présent arrêté.

ART. 5. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 1^{er} janvier 1934, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 octobre 1933.

R. DE GUISE.

Approuvé par radiotélégramme ministériel n° 257 du 30 décembre 1933.

Taxe d'assistance médicale

ARRETE No 658 réglementant la taxe d'assistance médicale indigène et en fixant les taux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 12 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 18 novembre 1926 instituant un budget de la santé publique et de l'assistance médicale indigène;

Vu le décret du 6 septembre 1933 supprimant le budget de la santé publique et de l'assistance médicale et édictant des mesures spéciales quant aux taxes antérieurement perçues au profit de ce budget;

Vu l'arrêté du 4 octobre 1926 portant institution de la taxe d'assistance médicale indigène;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 fixant le taux actuellement en vigueur;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant à nouveau l'impôt personnel;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La taxe d'assistance médicale indigène est due par tous les indigènes assujettis à l'impôt personnel.

ART. 2. — La taxe d'assistance médicale est due et recouvrée dans les conditions mêmes où l'est la taxe fixe de l'impôt personnel.

ART. 3. — Son montant est ainsi fixé :

Indigènes ayant un revenu égal ou supérieur à 10.000	70,00
Indigènes compris dans la 1 ^{re} catégorie de l'impôt personnel	55,00
Indigènes compris dans la deuxième catégorie de l'impôt personnel	35,00
Catégories ordinaires de l'impôt personnel :	
Cercle de Lomé	} 12,00
Cercle de Klouto	
Cercle d'Anécho	
Cercle d'Atakpamé :	
Canton de Kpessi	7,00
Canton d'Adélé	5,00
Tous autres cantons	12,00
Cercle de Sokodé	} 5,00
Cercle de Sisané-Mango	

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures au présent arrêté.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 octobre 1933.

R. DE GUISE.

Approuvé par radiotélégramme ministériel n° 257 du 30 décembre 1933.

Prestations

ARRETE N° 659 réglementant l'assiette de l'impôt des prestations au territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1922 instituant un impôt dit des prestations en nature dans les territoires du Togo placés sous l'autorité de la France, ensemble l'arrêté du 10 septembre 1923 le complétant;

Le conseil d'administration entendu;
Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ASSIETTE DE L'IMPÔT

ARTICLE PREMIER. — A partir du 1^{er} janvier 1934, tout habitant européen ou assimilé, ou indigène, peut être appelé à fournir des prestations au profit du budget local s'il est porté sur le rôle des contributions directes, s'il est du sexe masculin, valide, âgé de 18 ans au moins et de 50 ans au plus. Sont considérés comme valides les contribuables capables d'effectuer

en nature le travail des prestations alors même qu'ils seraient atteints d'une infirmité quelconque.

EXEMPTIONS

ART. 2. — Sont personnellement exemptés des prestations les militaires en activité de service, miliciens; gardes de cercles, préposés des douanes, gardes-forestiers, élèves des écoles officielles et apprentis titulaires de la carte d'apprentissage délivrée par le bureau du travail.

EXIGIBILITÉ DE L'IMPÔT

ART. 3. — Les prestations ne sont exigibles que pour l'exécution des travaux ci-après :

- Construction et entretien des routes, chemins, pistes et ponts;
- Construction et entretien des marchés et campements;
- Entretien des pistes télégraphiques;
- Travaux d'assainissement à l'intérieur et aux abords des agglomérations;
- Plantations d'arbres et débroussements d'intérêt public;
- Installation et entretien de système d'irrigation d'un intérêt purement local;
- Construction et entretien des puits avec des matériaux du pays.

NOMBRE ET TAUX DES JOURNÉES DUES

ART. 4. — Le nombre des journées de prestations et le taux de leur conversion en espèces sont fixés par un arrêté du Commissaire de la République dans les formes prescrites en matière de contributions directes.

MODALITÉS DE PAIEMENT

ART. 5. — La prestation peut être acquittée en espèces ou en nature au gré des contribuables. Elle deviendra toutefois exigible en espèces pour les contribuables qui n'auraient pas effectué de déclaration d'option dans le mois qui suit la date de mise en recouvrement des rôles. Cette déclaration sera reçue par le commandant de cercle sur un registre spécial; elle sera constatée soit par la signature du déclarant, soit, s'il ne sait pas signer, par celles de deux témoins apposées en présence du déclarant.

ART. 6. — Par exception à ces dispositions, sont obligatoirement tenus au paiement en espèces : les fonctionnaires et agents d'une administration publique, les officiers publics et ministériels, les membres du conseil d'administration, les membres des tribunaux indigènes et du conseil des notables.

ART. 7. — Les contribuables, qui, ayant effectué leur déclaration, ne se présenteront pas sur les chantiers, aux dates et lieux indiqués par les chefs de circonscription, seront immédiatement astreints par les voies de droit au paiement en espèces, sans préjudice, à l'égard des sujets indigènes, de l'application des peines prévues par le code de l'indigénat; à l'égard des sujets européens ou assimilés d'une surtaxe de

20 francs perçue dans les mêmes formes que le principal de l'impôt.

ART. 8. — Les prestations en nature ne peuvent être exigées aux époques de culture ou de cueillette; à cet effet l'époque la plus favorable à leur exécution sera déterminée dans chaque circonscription administrative, après avis du conseil des notables, par le chef de la circonscription qui en fera mention dans le plan de campagne.

En règle générale, chaque village ou groupement ne doit effectuer les prestations qui lui incombent, que dans les limites des terrains dépendant de leurs cantons respectifs.

Exceptionnellement, dans une même circonscription administrative, le Commissaire de la République peut autoriser l'emploi des prestataires d'un canton sur les chantiers d'un canton limitrophe à la condition que ces chantiers ne soient pas situés à une distance de la résidence des prestataires supérieure à celle du chantier le plus éloigné de leur propre circonscription cantonale.

Toutefois, quand il y a une inégalité exagérée dans le nombre des habitants de plusieurs villages ou groupements voisins, la part des travaux mise à leur charge peut être déterminée non d'après les limites de leur territoire mais proportionnellement au chiffre de leurs habitants.

ART. 9. — Au-delà de 10 kilomètres, les prestataires reçoivent la ration en espèces ou en nature. Le taux et la valeur de ces rations seront déterminés par le Commissaire de la République en même temps que le taux de rachat de la journée de prestations.

PLAN DE CAMPAGNE

ART. 10. — L'exécution des prestations ne peut être réalisée que dans la limite des besoins déterminés par des plans de campagne établis annuellement au mois de novembre par le chef de chaque circonscription administrative après avis des chefs et notables des régions intéressées; chaque plan devra être transmis au Commissaire de la République, pour approbation, le 1^{er} décembre. Il comportera, avec l'évaluation des travaux à entreprendre l'indication prévue à l'article 8 concernant l'époque la plus favorable à l'exécution des prestations et le tarif suivant lequel la conversion en tâche des journées de prestations devra être forfaitairement effectuée — ce tarif sera fixé d'accord avec un agent du service des travaux publics.

EXÉCUTION ET CONTRÔLE DES TRAVAUX EFFECTUÉS

ART. 11. — Les prestations sont accomplies sous l'autorité des commandants de cercle ou des chefs de subdivision et sous la surveillance des agents de l'administration.

ART. 12. — La tâche à effectuer par chaque prestataire lui sera notifiée à l'aide d'un bulletin indiquant en outre les délais dans lesquels elle devra être exécutée.

ART. 13. — Le travail terminé devra être réceptionné par le chef de la circonscription administrative assisté d'un agent du service des travaux publics et en présence du prestataire. Cette opération fera l'objet d'un procès-verbal.

Le prestataire ne sera complètement libéré que si les travaux satisfont aux conditions édictées dans les plans de campagne, dans le cas contraire, il ne sera libéré que pour la valeur des travaux effectués, et devra s'acquitter en argent de la différence constatée.

Cette cote sera exigible dans le mois qui suit la réception du travail et en tout état de cause avant le 31 décembre. Un ticket mentionnant le nombre de journées de prestations effectuées sera délivré par le chef de la circonscription au prestataire.

ÉTABLISSEMENT DES RÔLES

ART. 14. — Les rôles de prestations sont établis, approuvés et mis en recouvrement conformément aux prescriptions des règlements financiers en matière de contributions directes.

Ils seront arrêtés en valeur seulement et pris en charge pour leur montant total.

En cas d'exécution en nature, les rôles ne seront pas émargés, mention de l'exécution sera seulement portée sur le registre des déclarations d'option. En cas d'exécution partielle en nature, la cote exigible en espèces seule donnera lieu à émargement au rôle au moment du recouvrement, mention des journées effectuées étant faite au registre des déclarations d'option.

En fin d'année un certificat administratif donnant relevé du registre des déclarations d'option et faisant ressortir le nombre de journées effectuées et leur valeur sera établi dans chaque circonscription afin de donner décharge au trésorier-payeur.

CONTENTIEUX

ART. 15. — Les réclamations contentieuses seront transmises examinées et jugées suivant la procédure prévue en matière de contributions directes.

ART. 16. — Il peut être accordé aux divers chefs indigènes qui servent d'intermédiaires aux commandants de cercles pour le recouvrement du rachat des prestations une remise ne pouvant excéder 10% des sommes recouvrées par eux. Ces remises sont fixées sur la proposition des commandants de cercle par décision du Commissaire de la République.

ART. 17. — Toutes les dispositions antérieures concernant l'impôt des prestations sont abrogées par le présent arrêté, qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 27 octobre 1933.

R. DE GUISE.

Approuvé par radiotélégramme ministériel n° 257 du 30 décembre 1933.

Rachat de prestations

ARRETE N° 660 fixant le taux de rachat de prestations pour l'année 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 670 du 31 décembre 1932 fixant les taux de rachat de prestations pour 1933;

Vu l'arrêté n° 659 du 27 octobre 1933 réglementant à nouveau l'impôt des prestations au territoire du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le nombre de journées de travail dû par les contribuables assujettis au rachat de prestations est fixé à six.

ART. 2. — Le taux de rachat de chaque journée de travail est fixé ainsi qu'il suit :

Européens; personnes ayant le statut de nationaux européens 10 frs.

Indigènes	{	Cercle de Lomé — Anécho —	
		Atakpamé	3 frs.
		Cercle de Klouto	2 frs.
		Cercles de Sansané-Mango et Sokodé	1 fr.

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures au présent arrêté.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 octobre 1933.

R. DE GUISE.

Approuvé par radiotélégramme ministériel n° 257 du 30 décembre 1933.

Tarifs du wharf

ARRETE N° 808 portant modification aux tarifs du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 69 du 23 janvier 1929, homologué par décision ministérielle n° 2514 du 28 octobre 1931;

Vu la loi du 6 août 1933 fixant dans la métropole les droits de douane sur les fruits et graines oléagineux, les matières grasses et leurs dérivés, notamment en son article 4;

Sur la proposition du chef du service de chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 34 *ter* du tarif du wharf de Lomé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les produits ci-après dénommés sont taxés à vingt frs. la tonne par fraction indivisible d'une tonne :

Amandes de palme

Amandes de karité

Arachides

Beurre de karité

Coprah

Graines de	{	coton
		kapok
		ricin

Huiles de	{	ricin
		arachides
		autres

Noix de coco

Noix de karité

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 1^{er} janvier 1934 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1933.

L. PÊTRE.

ARRETE N° 16 abrogeant celui du 30 décembre 1933 et portant modification aux tarifs du wharf.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 69 du 23 janvier 1929, homologué par décision ministérielle n° 3514 du 28 octobre 1931;

Vu la loi du 6 août 1933 fixant dans la métropole les droits de douane sur les fruits et graines oléagineux, les matières grasses et leurs dérivés, notamment en son article 4;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1933 portant modification aux tarifs du wharf;

Sur la proposition du chef du service du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté du 30 décembre 1933 susvisé portant modification aux tarifs du wharf de Lomé est abrogé.

ART. 2. — Les dispositions de l'article 34 *ter* du tarif du wharf de Lomé sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Les produits ci-après dénommés sont taxés à l'exportation à vingt frs. la tonne par fraction indivisible d'une tonne ».

Amandes de palme

Amandes de karité

Arachides

Beurre de karité

Coprah

Graines de { coton
kapok
ricin

Huiles de { ricin
arachides
autres

Noix de coco

Noix de karité

Maïs

Manioc

Farine de manioc.

ART. 3. — Le présent arrêté qui aura son effet à compter du 1^{er} janvier 1934 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 6 janvier 1934.

L. PÊTRE.

Santé publique

ARRETE N° 796 plaçant le cercle de Lomé sous le régime du danger imminent.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 634 en date du 23 octobre 1933 fixant les mesures destinées à prévenir ou à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo;

Vu le télégramme en date du 30 décembre 1933 du service de santé de la Gold-Coast signalant un cas de fièvre-jaune à Keta;

Sur la proposition du chef de service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le cercle de Lomé est placé sous le régime du danger imminent.

ART. 2. — La circulation des véhicules automobiles entre Lomé et Keta, ainsi que l'entrée sur le Territoire des véhicules automobiles en provenance de Keta sont interdites jusqu'à nouvel ordre.

ART. 3. — Toute personne en provenance de la région de Keta devra être soumise pendant six jours consécutifs à une visite médicale. Si elle ne peut justifier d'un domicile fixe, elle sera d'office dirigée sur le lazaret de Lomé et hospitalisée pendant six jours.

ART. 4. — Le commandant du cercle de Lomé et le chef du service de santé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1933.

L. PÊTRE.

ARRETE N° 17 portant cessation du régime de surveillance sanitaire pour Sokodé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 23 octobre 1933 fixant les mesures d'ordre spécial temporaire, et défensif destinées à prévenir ou à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo;

Vu l'arrêté n° 753 du 14 décembre 1933, plaçant le cercle de Sokodé sous le régime de surveillance sanitaire;

Sur la proposition du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le régime de surveillance sanitaire cesse pour le cercle de Sokodé à la date du 10 janvier 1934, à six heures.

ART. 2. — Les villages d'émigration échelonnés sur la route de Sokodé-Lomé de Tchare à Aou et le canton de Paratao sont placés sous le régime du danger imminent.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 janvier 1934.

L. PÊTRE.

Mesures sanitaires

ARRETE N° 797 mettant en observation sanitaire les bateaux en provenance de Keta.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire aux colonies;

Vu le télégramme en date du 30 décembre 1933 du service de santé de la Gold-Coast notifiant l'existence d'un cas de fièvre-jaune dans le district de Keta;

Sur la proposition du chef du service de santé, directeur de la santé au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Tout navire provenant du port de Keta sera, jusqu'à nouvel ordre, mis en observation sanitaire à son arrivée dans un port du Togo.

Il sera tenu de mouiller à une distance de 500 mètres au moins du rivage.

ART. 2. — Les passagers européens, ou assimilés au sens de l'arrêté du 3 août 1932 fixant les mesures destinées à prévenir ou à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo, débarquant au Togo, seront soumis, pendant six jours consécutifs à une visite sanitaire quotidienne et devront, dans ce but, se présenter chaque matin au médecin de la subdivision sanitaire du port de débarquement. Dans le cas où, avant l'expiration de cette période de six jours ils désireraient quitter le port de débarquement pour se rendre dans une autre localité du Territoire, ils devront être munis d'un passeport sanitaire délivré par l'autorité sanitaire du point de départ et qu'ils devront présenter à l'autorité sanitaire du point de destination afin d'achever, sous la surveillance de ce dernier, leur période d'observation de six jours. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, ils pourront être mis en observation sous grillage ou sous moustiquaire soit dans un hôpital, soit dans un lazaret, soit à leur domicile.

Les passagers indigènes à destination du Togo seront soumis à une période d'observation de six jours au lazaret du port de débarquement.

La désinfection des bagages des passagers européens ou indigènes débarquant au Togo pourra être éventuellement prescrite et opérée par les soins des autorités sanitaires.

Les marchandises débarquées pourront être également si l'autorité sanitaire le juge utile, soumises à la désinfection.

ART. 3. — Aucun passager européen ou indigène, ne s'arrêtant pas au Togo, ne sera autorisé à descendre à terre.

Il est également interdit au personnel du bord de descendre à terre, à l'exception de l'officier du bord chargé des opérations réglementaires de service à effectuer à terre; celui-ci ne devra séjourner à terre que pendant le temps strictement nécessaire aux dites opérations.

De même il est interdit à tout habitant du Territoire européen ou indigène, n'embarquant pas comme passager, de monter à bord du navire, à l'exception des médecins chargés des opérations de police sanitaire maritime.

ART. 4. — Le chef du service de santé, directeur de la santé, le directeur du service des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs des cercles de Lomé et Aného, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 30 décembre 1933.

L. PÊTRE.

Cadres indigènes du Togo

ARRETE N° 780 déterminant les modalités du concours d'entrée dans les cadres indigènes auxiliaires du Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 23 juin 1928 réglant le statut et fixant les traitements du personnel des cadres locaux indigènes du Togo, ensemble tous textes le modifiant ou le complétant;

Vu l'arrêté du 10 juin 1929 portant création de cadres indigènes auxiliaires;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La date du concours prévu à l'article 2 (3^o) de l'arrêté susvisé du 10 juin 1929 est fixée par arrêté du Commissaire de la République.

Cet arrêté indique, pour chaque cadre, le nombre de places mises au concours; il doit être publié deux mois au moins avant la date des épreuves qui sont subies à Lomé.

ART. 2. — Chaque candidat doit adresser au Commissaire de la République quinze jours au moins avant la date du concours :

1^o — Une demande d'inscription sur papier timbré;

2^o — Le dossier prévu par l'article 2 (2^o) de l'arrêté susvisé du 10 juin 1929.

ART. 3. — La commission chargée de surveiller et de corriger les épreuves est désignée par décision du Commissaire de la République et comprend :

Un administrateur ou administrateur-adjoint des colonies *Président*

Un adjoint principal ou adjoint des services civils,

Une dame dactylographe pour l'épreuve de dactylographie,

Un fonctionnaire européen du service des P. T. T. pour le concours des surnuméraires des P. T. T.,

Le fonctionnaire chargé du bureau du personnel *Secrétaire.*

ART. 4. — Le concours comprend des épreuves écrites dont les sujets sont choisis par le président de la commission d'examen.

ART. 5. — Les épreuves du concours pour les emplois de *commis expéditionnaires auxiliaires* et *d'interprètes auxiliaires* comprennent :

1^o — Une composition française — Durée : 1 h. 1/2.

2^o — Deux problèmes d'arithmétique sur les quatre opérations — Durée : 1 h. 1/2.

3^o — Une épreuve de dactylographie — Durée : 15 minutes (200 mots au minimum).

ART. 6. — Les épreuves du concours pour l'emploi de *surnuméraires auxiliaires des P. T. T.* comprennent :

- 1^o — Une composition française — Durée : 1 h. 1/2.
- 2^o — Deux problèmes d'arithmétique sur les quatre opérations — Durée : 1 h. 1/2.
- 3^o — Une dictée — Durée : 30 minutes.

ART. 7. — Les épreuves terminées, la commission dresse le procès-verbal des séances du concours, procède à l'examen des compositions et apprécie la valeur de chacune d'elles par des notes variant de 0 à 20.

Elle établit par ordre de mérite suivant le total des points, la liste des candidats qui ont obtenu une moyenne de 12 pour l'ensemble des compositions, sans avoir eu toutefois une note inférieure à 8 pour l'une des épreuves.

ART. 8. — La liste ainsi dressée, accompagnée des pièces du concours, est soumise par le président de la commission à l'approbation du Commissaire de la République qui l'arrête définitivement dans l'ordre de priorité résultant du total des points obtenus par chaque concurrent, et suivant le nombre de places mises au concours.

ART. 9. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 décembre 1933.

L. PÊTRE.

Budgets du Togo, exercice 1934

ARRETE N° 795 rendant provisoirement exécutoires les budgets du Togo pour l'exercice 1934.

— LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 70;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendus provisoirement exécutoires les budgets ci-après du Togo pour l'exercice 1934, savoir :

BUDGET LOCAL

Arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 38.528.110 francs.

BUDGET DE L'EMPRUNT

Arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 2.759.400 francs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1933.

L. PÊTRE.

ARRETE N° 813 bis rendant provisoirement exécutoire le budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf annexe du budget local du Togo pour l'exercice 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendu provisoirement exécutoire le budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf annexe du budget local du Togo pour l'exercice 1934 et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de huit millions sept cent neuf mille frs. en conseil d'administration dans sa séance du 15 décembre 1933.

ART. 2. — Le chef du service du chemin de fer et du wharf et le trésorier-payeur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 30 décembre 1933.

L. PÊTRE.

Budget de la chambre de commerce, exercice 1934

ARRETE N° 803 portant approbation du budget de la chambre de commerce du Togo pour l'exercice 1934.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 12 juillet 1928 complétant l'arrêté du 18 janvier 1928 portant réorganisation de la chambre de commerce du territoire du Togo, notamment en son article 35;

Vu le procès-verbal de la séance extraordinaire de la chambre de commerce du 22 novembre 1933 approuvant à l'unanimité des membres présents le projet de budget de cette compagnie pour l'exercice 1934;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le budget de la chambre de commerce du Togo pour l'exercice 1934 arrêté en recettes et en dépenses à la somme totale de cent quatre vingt dix neuf mille cinq cents francs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1933.

L. PÊTRE.

Relations téléphoniques**ARRETE N° 802 portant ouverture de cabines téléphoniques.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 13 octobre 1920 rendant applicable au Togo l'arrêté du 12 février 1915 du gouverneur général de l'A.O.F. réglementant le service téléphonique;

Vu l'arrêté du 15 septembre 1928 portant modification aux taxes téléphoniques;

Sur la proposition du chef du service des P. T. T.;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Des cabines téléphoniques reliées au bureau d'Anécho sont ouvertes au public à Togoville et Vogan à compter du 1^{er} janvier 1934.

ART. 2. — Les taxes des conversations sont, par période de 3 minutes, fixées ainsi qu'il suit :

Vogan-Togoville 1 franc.
Togoville-Anécho 1 franc.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1933.

L. PÊTRE.

Alcools**ARRETE N° 798 fixant le contingent des alcools dénaturés et alcools méthylliques impropres à la consommation de bouche à admettre à l'importation pour l'année 1934 et déterminant la répartition individuelle de ce contingent.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 22 octobre 1929 portant réglementation de l'alcool dans le territoire du Togo;

Sur la proposition du président de la chambre de commerce;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le contingent à l'importation des alcools visés à l'article 9 de l'arrêté du 22 octobre 1929 est fixé, pour l'année 1934, à six mille cinq cent (6.500) litres.

ART. 2. — La répartition de ce contingent est fixée comme suit :

G. B. OLLIVANT	500 litres
C. G. C. A.	800 —
J. HOLT	300 —
INDUSTRIELLE COLONIALE	50 —
F. A. O.	800 —
D. T. G.	200 —
U. A. C.	800 —
C. I. C. A.	800 —
S. C. O. A.	800 —
S. G. G. G.	900 —
EYCHENNE	400 —
ECOLE PROFESSIONNELLE	150 —

Soit au total . . . 6.500 litres.

ART. 3. — Sont exclus du contingent les alcools dénaturés introduits par les divers services administratifs et, notamment le service de santé.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1933.

L. PÊTRE.

Indemnités**ARRETE N° 766 portant modification au tableau n° 1 annexé à l'arrêté n° 324 du 20 mai 1933.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 324 du 20 mai 1933, fixant les tableaux des indemnités de fonctions et de responsabilité, des frais de bureau, d'éclairage des bureaux de poste et de représentation;

Sous réserve d'approbation ultérieure en conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau n° 1 annexé à l'arrêté du 20 mai 1933 susvisé, est modifié de la façon suivante :

au lieu de :

Enseignement. — Agent du cadre des instituteurs faisant fonctions de chef de service.

lire :

Enseignement. — Le chef du service.

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 16 décembre 1933.

L. PÊTRE.

Approuvé en conseil d'administration le 30 décembre 1933.

Commune mixte de Lomé

ARRETE N° 806 autorisant la commune mixte de Lomé à s'imposer en 1934 et lui attribuant certaines recettes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932, déterminant le mode de constitution de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé;

Vu la délibération de la commission municipale en date du 9 novembre 1933;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La commune mixte de Lomé est autorisée à s'imposer en 1934 des centimes additionnels au principal des contributions directes jusqu'à concurrence de vingt centimes.

ART. 2. — Il est attribué pour 1934 à la commune mixte de Lomé :

1° — Quatre cinquièmes du produit de :

La taxe fixe de l'impôt personnel (européens et indigènes),

L'impôt sur la population flottante,

L'impôt des patentes et licences,

La taxe sur les véhicules.

2° — Trois quarts du produit de :

L'impôt sur les propriétés bâties,

L'impôt sur les propriétés non bâties.

3° — La totalité du montant du rachat des prestations.

ART. 3. — Il est attribué pour 1934 à la commune mixte de Lomé trois quarts du produit des amendes infligées par les tribunaux de simple police, de police correctionnelle et les juridictions contentieuses pour les contraventions et délits commis sur son territoire.

ART. 4. — Il est attribué pour 1934 à la commune mixte de Lomé trois quarts du produit des amendes administratives et des amendes prononcées par les tribunaux indigènes pour les infractions commises sur son territoire.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1933.

L. PÊTRE.

Suppression du service de construction du chemin de fer central togolais

ARRETE N° 810 portant suppression du service de construction du chemin de fer central togolais.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 22 février 1931 autorisant le commissariat de la République au Togo à réaliser par voie d'emprunt des fonds destinés à la construction d'une voie ferrée d'Agbonou à Sokodé;

Vu le décret du 28 juin 1931 autorisant l'ouverture des travaux de construction du chemin de fer;

Vu l'arrêté n° 121 du 1er mars 1929 créant une direction des travaux neufs du chemin de fer;

Vu l'arrêté n° 576 du 20 novembre 1932 créant le service de construction du chemin de fer central togolais;

Sur la proposition du chef du service de construction du chemin de fer central togolais;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le service de construction du chemin de fer central togolais, créé par arrêté n° 576 du 20 novembre 1932, est supprimé pour compter du 1er janvier 1934.

ART. 2. — Les travaux restant à réaliser sur la voie ferrée nouvellement construite seront exécutés par le service du chemin de fer sur les crédits inscrits à cet effet au budget annexe sur fonds d'emprunt — exercice 1934.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1933.

L. PÊTRE.

ARRETE N° 811 portant suppression de l'agence spéciale du service de construction du chemin de fer central togolais.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, spécialement en son article 151 relatif aux agences spéciales;

Vu l'arrêté n° 376 du 9 juillet 1929 portant création d'une agence spéciale dans la circonscription d'Agbonou;

Vu l'arrêté n° 810 du 30 décembre 1933 portant suppression du service de construction du chemin de fer central togolais;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'agence spéciale instituée par l'arrêté n° 376 du 9 juillet 1929 est supprimée pour compter du 20 janvier 1934.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1933.

L. PÊTRE.

Création d'une section de liquidation du chemin de fer central togolais

ARRETE N° 813 portant création d'une section de liquidation de la construction du chemin de fer central togolais.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 22 février 1931 autorisant le commissariat de la République au Togo à réaliser par voie d'emprunt des fonds destinés à la construction d'une voie ferrée d'Agbonou à Sokodé;

Vu le décret du 28 juin 1931 autorisant l'ouverture des travaux de construction du chemin de fer;

Vu l'arrêté n° 576 du 20 novembre 1932 créant le service de construction du chemin de fer central togolais;

Vu l'arrêté n° 810 du 30 décembre 1933 portant suppression du dit service;

Sur la proposition du chef du service de construction du chemin de fer central togolais;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, pour compter du 1^{er} janvier 1934, une « section de liquidation de la construction du chemin de fer central togolais » chargée de la récupération, de la remise en état et du rangement du matériel provenant des chantiers de construction de la nouvelle voie ferrée.

ART. 2. — Cette section est confiée à un fonctionnaire du cadre des administrateurs des colonies désigné par décision du Commissaire de la République ou, à défaut, à un adjoint des services civils désigné dans les mêmes conditions.

Ce fonctionnaire est placé sous le contrôle et l'autorité du chef du service du chemin de fer.

ART. 3. — Cette section comprend :

1^o — Le bureau administratif d'Anié;

2^o — Le magasin général d'Akaba;

3^o — Le magasin annexe de Lomé;

4^o — Les ateliers d'Akaba.

ART. 4. — Les dépenses de fonctionnement de la section de liquidation du chemin de fer central togolais seront supportées par le budget annexe sur fonds d'emprunt — exercice 1934.

ART. 5. — Les détails de fonctionnement et d'organisation de ladite section seront fixés par arrêtés du Commissaire de la République sur la proposition du chef du service du chemin de fer.

ART. 6. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1933.

L. PÊTRE.

Ouverture de nouvelles gares

ARRETE N° 809 ouvrant à l'exploitation les gares d'Akaba et de Pagala.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 22 février 1931 autorisant le commissariat de la République au Togo à réaliser par voie d'emprunt des fonds destinés à la construction d'une voie ferrée d'Agbonou à Sokodé;

Vu le décret du 28 juin 1931 autorisant l'ouverture des travaux de construction du chemin de fer;

Vu le règlement général d'exploitation du chemin de fer du Togo du 12 juillet 1928 approuvé par les dépêches ministérielles n°s 3069 et 3514 des 27 juillet et 28 octobre 1931;

Vu les tarifs du chemin de fer du Togo rendus applicables par arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 et homologués par dépêche ministérielle n° 3514 du 28 octobre 1931;

Vu les actes modificatifs subséquents;

Sur la proposition du chef du service du chemin de fer;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les gares d'Akaba (km. 223) et de Pagala (km. 257) seront ouvertes à l'exploitation par le service du chemin de fer le 1^{er} janvier 1934.

ART. 2. — Ces gares seront desservies par les trains réguliers déterminés par l'horaire établi par le chef du service du chemin de fer et approuvé par le Commissaire de la République.

ART. 3. — Les prix de transport pour les voyageurs, les bagages et les marchandises P. V. et G. V. seront ceux fixés par les tarifs en vigueur.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 décembre 1933.

L. PÊTRE.

**NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC.
CONCERNANT LE PERSONNEL**

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPÉEN

Détachement

Par arrêté du :

6 janvier 1934. — Est prolongé de 2 années, à compter du 1^{er} novembre 1933, le détachement à l'agence économique des territoires africains sous mandat de M. MARTINET, administrateur en chef des colonies.

TABLEAU portant reclassement du personnel des services civils du Togo

d'après l'arrêté de réorganisation du 2 octobre 1933

NOMS ET PRÉNOMS	DÉNOMINATION		DATE DE NOMINATION	ANCIENNETÉ AU 31 DÉCEMBRE 1933	SOLDES	OBSERVATIONS
	ANCIENNE	NOUVELLE				
GAUDONVILLE, Charles X	Adjoint principal avant 4 ans	Adjoint principal de 2 ^e classe	10 - 4 - 1933 avec effet du 19 - 8 - 30	3 a. 4 m. 12 j.	19.000	En disponibilité sans traitement depuis le 26-2-1932
d'AZCONA, Christian V	—	—	1 ^{er} juillet 1930	1 a. 7 m. 25 j.	19.000	
PERRET, Jean V	—	—	1 ^{er} janvier 1932	2 a.	19.000	
BURLURAUX, Marie Joseph X	Adjoint principal avant 2 ans	Adjoint principal de 3 ^e classe	1 ^{er} juillet 1932	1 a. 9 m. 12 j.	18.000	Y compris 3 m. 12 j. rappels pour services militaires
COURTHIADE, Georges O	—	—	1 ^{er} janvier 1933	1 a.	18.000	
LAUQUÉ, Louis V	—	—	1 ^{er} juillet 1933	6 m.	18.000	
RIBEIL, Paul X	—	—	1 ^{er} juillet 1933	6 m.	18.000	Y compris 3 m. 1 j. rappels pour services militaires
MAILLET, Jean X	Adjoint après 18 mois	Adjoint de 1 ^{re} classe	1 ^{er} octobre 1931	2 a. 3 m.	15.500	
MONNIER, Edouard X	—	—	1 ^{er} octobre 1931	2 a. 6 m. 12 j.	15.500	
DANTEC, Xavier V	—	—	1 ^{er} octobre 1932	1 a. 3 m.	15.500	En disponibilité sans traitement depuis le 5-7-1931
ROTH, René V	—	—	1 ^{er} avril 1933	9 m.	15.500	
BERLIE, Michel V	—	—	1 ^{er} juillet 1933	6 m.	15.500	
TERRAC, Jean V	—	—	1 ^{er} juillet 1933	6 m.	15.500	Y compris 4 m. 15 j. rappels pour services militaires
DAIN, Arthur V	Adjoint avant 18 mois	Adjoint de 2 ^e classe	1 ^{er} janvier 1930	1 a. 6 m. 4 j.	14.000	
DASSONVILLE, Jean X	—	—	30 décembre 1932	1 a. 4 m. 16 j.	14.000	
DARNOIS, Marc V	—	—	30 décembre 1932	1 a. 5 m. 2 j.	14.000	Y compris 5 m. 1 j. rappels pour services militaires
BARMA, Victor X	—	—	1 ^{er} avril 1933	9 m. 21 j.	14.000	
GUÉRIN, Edmond V	—	—	1 ^{er} avril 1933	1 a. 11 m.	14.000	
JAGU, Pierre V	—	—	23 septembre 1933	3 m. 13 j.	14.000	Y compris 1 a. 2 m. rappels pour services militaires
CONSO, ROBERT X	—	—	23 septembre 1933	3 m. 8 j.	14.000	
CHAUTARD, Emile V	—	—	23 septembre 1933	3 m. 8 j.	14.000	
MAUGIS, André X	Commis après 18 mois	Commis de 1 ^{re} classe	1 ^{er} octobre 1930	2 a. 3 m.	13.000	Y compris 5 j. rappels pour services militaires
MILLELIERI, Paul X	—	—	1 ^{er} février 1932	1 a. 11 m.	13.000	
MENEAU, Jean X	—	—	1 ^{er} janvier 1933	1 a.	13.000	
VIALE, Raymond X	—	—	1 ^{er} avril 1933	9 m.	13.000	
FREAU, Max V	—	—	1 ^{er} octobre 1933	3 m.	13.000	
DUBOIS, Philippe X	Commis stagiaire	Commis de 3 ^e classe stagiaire	30 mai 1933	7 m. 1 j.	10.500	
LE GLATIN, Yves V	—	—	25 juin 1933	6 m. 6 j.	10.500	

Fait à Lomé, le 31 décembre 1933.

Le Commissaire de la République, p. i.

L. PÊTRE

TABLEAU portant reclassement du personnel de l'enseignement du Togo d'après l'arrêté de réorganisation du 12 octobre 1933

NOMS ET PRÉNOMS	SITUATION DANS LE CADRE MÉTROPOLITAIN	DÉNOMINATION		DATE DE NOMINATION	ANCIENNETÉ AU 31 DÉCEMBRE 1933	SOLDES	OBSERVATIONS
		ANCIENNE	NOUVELLE				
M. KÜTSCHENRITTER, Jean	Instituteur de 1 ^{re} cl.	Instituteur sup. après 4 ans	Instituteur princ. hors cl.	1 ^{er} octobre 1932	1 a. 3 m.	26.000	Y compris l. n. 16 j. rappels services militaires
M ^{me} KÜTSCHENRITTER, Jeanne	Institutrice de 1 ^{re} cl.	Institutrice sup. après 4 ans	Institutrice princ. hors-cl.	1 ^{er} octobre 1933	3 m.	26.000	
M ^{me} INBERT, Louise	Institutrice de 2 ^e cl.	Institutrice sup. après 2 ans	Institutrice princ. de 1 ^{re} cl.	1 ^{er} juillet 1933	6 m.	25.000	
M. MARTIN, Victor	néant	Instituteur sup. après 2 ans	Instituteur princ. de 1 ^{re} cl.	1 ^{er} octobre 1933	4 m. 15 j.	25.000	
M. SIRO, Armand	Instituteur de 1 ^{re} cl.	Instituteur sup. avant 2 ans	Instituteur princ. de 2 ^e cl.	17 juin 1931	2 a. 6 m. 14 j.	23.000	Y compris 8 m. rappels services militaires et l. a. 6 m. Art. 18, arrêté 12-10-1933.
M ^{me} SIRO, Marie	Institutrice de 1 ^{re} cl.	Institutrice princ. ap. 4 ans	Institutrice princ. de 3 ^e cl.	1 ^{er} juillet 1931	2 a. 6 m.	21.000	
M ^{me} PATANCHON, Louise	Institutrice de 2 ^e cl.	Institutrice princ. ap. 4 ans	Institutrice princ. de 3 ^e cl.	1 ^{er} octobre 1933	3 m.	21.000	
M. CHAMPION, Albert	Instituteur de 4 ^e cl.	Instituteur princ. av. 2 ans	Instituteur de 2 ^e classe	1 ^{er} janvier 1933	3 a. 6 m.	17.500	
M. PALLARES, Martin	Instituteur de 4 ^e cl.	Instituteur ordin. ap. 18 m.	Instituteur de 4 ^e classe	1 ^{er} avril 1932	4 a. 8 m. 23 j.	14.500	Y compris l. a. 5 m. 28 j. rappels services militaires et l. a. 6 m. Art. 18 arrêté 12-10-1933.
M. MIAT, Fernand	Instituteur de 5 ^e cl.	Instituteur ordin. ap. 18 m.	Instituteur de 4 ^e classe	1 ^{er} juillet 1932	3 a.	14.500	Y compris l. a. 6 m. (Arrêté du 12-10-1933 article 18).
M ^{me} MARTIN, Henriette	Institutrice de 5 ^e cl.	Institutrice ordin. ap. 18 m.	Institutrice de 4 ^e classe	1 ^{er} octobre 1932	2 a. 9 m.	14.500	Y compris l. a. 8 m. Art. 18, arrêté du 12-10-1933.
M. MATHIEU, Fernand	Instituteur de 4 ^e cl.	Instituteur ordin. ap. 18 m.	Instituteur de 4 ^e classe	1 ^{er} octobre 1932	2 a. 9 m.	14.500	Y compris l. a. 8 m. Art. 18, arrêté du 12-10-1933.
M. COMBES, RENÉ	Instituteur de 4 ^e cl.	Instituteur ordin. ap. 18 m.	Instituteur de 4 ^e classe	1 ^{er} octobre 1932	2 a. 9 m.	14.500	Y compris l. a. 8 m. Art. 18 arrêté du 12-10-1933.
M. THOMAS, André	Instituteur de 4 ^e cl.	Instituteur ordin. ap. 18 m.	Instituteur de 4 ^e classe	1 ^{er} octobre 1932	2 a. 9 m.	14.500	Y compris l. a. 8 m. Art. 18 arrêté du 12-10-1933.

Fait à Lomé, le 31 décembre 1933
 Le Commissaire de la République p. i.
 L. PÊTRE

TABLEAU portant reclassement du personnel de l'agriculture du Togo d'après l'arrêté de réorganisation du 12 octobre 1933

NOMS ET PRÉNOMS	DÉNOMINATION		DATE DE NOMINATION	ANCIENNETÉ AU 31 DÉCEMBRE 1933	SOLDES	OBSERVATIONS
	ANCIENNE	NOUVELLE				
GAILLAGUET Jules	Conducteur principal av. 4 ans	Conducteur principal de 2 ^e cl.	1 ^{er} octobre 1933	3 m.	19.000	
FONTAINE, André	Conducteur principal av. 2 ans	Conducteur principal de 3 ^e cl.	18 décembre 1931	2 a. 13 jours	17.500	
KNILL, Marcel	Conducteur après 18 mois	Conducteur de 1 ^{re} classe	1 ^{er} avril 1932	1 a. 9 m.	15.000	

Fait à Lomé, le 31 décembre 1933
 Le Commissaire de la République p. i.
 L. PÊTRE

TABLEAU portant reclassement du personnel des chemins de fer du Togo
d'après l'arrêté de réorganisation du 12 octobre 1933

NOMS ET PRÉNOMS	DÉNOMINATION		DATE DE NOMINATION	ANCIENNETÉ AU 31 DÉCEMBRE 1933	SOLDES	OBSERVATIONS
	ANCIENNE	NOUVELLE				
LUGAN, Jean	Chef de gare après 66 mois	Chef de gare hors classe	1 ^{er} janvier 1931	3 a. 2 m. 19 j.	23.500	Y compris 1 a. 2 m. 19 j. pour rappels services militaires
BOURY, Georges	Chef de gare après 42 mois	Chef de gare de 2 ^e classe	1 ^{er} avril 1933	9 m.	18.000	
BRUNI, Louis	Sous-chef de gare av. 18 mois	Sous-chef de gare de 4 ^e classe	28 juin 1933	6 m. 3 j.	11.500	
VEUILLET, Camille	Chef de section après 4 ans	Chef de section de 1 ^{re} classe	1 ^{er} juillet 1933	3 a. 2 m. 5 j.	26.000	Y compris 2 a. 8 m. 5 j. pour rappels services militaires
BUGNARD, Marcel	Chef de district ppal. av. 42 m.	Chef de district ppal. de 2 ^e cl.	1 ^{er} octobre 1933	3 m.	18.000	
TAVERA, Barthélemy	Chef de district avant 36 mois	Chef de district de 3 ^e classe	15 octobre 1932	1 a. 6 m. 17 j.	12.500	Y compris 4 m. 1 j. pour rappels services militaires
AGNIEL, Jean	Chef de district avant 18 mois	Chef de district de 4 ^e classe	6 mai 1933	1 a. 29 j.	11.500	Y compris 5 m. 4 j. pour rappels services militaires
NOUVEL, Lucien	Sous-chef de dépôt après 4 ans	Sous-chef de dépôt de 1 ^{re} cl.	1 ^{er} avril 1932	1 a. 9 m.	26.000	
WALLON, Henri	Sous-chef de dépôt avant 4 ans	Sous-chef de dépôt de 2 ^e cl.	1 ^{er} juillet 1933	6 m.	23.500	
BURIGNAT, Marc	Sous-chef mécan. avant 54 m.	Sous-chef mécan. de 2 ^e classe	1 ^{er} octobre 1933	3 m.	14.000	
TESSIER, Paul	Chef ouvrier d'art ap. 66 mois	Chef ouvrier d'art hors classe	1 ^{er} juillet 1932	1 a. 6 m.	23.500	
JOGUET, Frédéric	Chef ouvrier d'art av. 42 mois	Chef ouvrier d'art de 2 ^e classe	1 ^{er} juillet 1933	6 m.	18.000	
SERRE, Pierre	Ouvrier d'art après 54 mois	Ouvrier d'art de 1 ^{re} classe	6 mai 1933	3 a. 4 m. 14 j.	14.500	Y compris 2 a. 8 m. 19 j. pour rappels services militaires
REMY, Alfred	Ouvrier d'art avant 36 mois	Ouvrier d'art de 3 ^e classe	6 mai 1933	1 a. 1 m. 29 j.	12.500	Y compris 6 m. 4 j. pour rappels services militaires
WATTEAU, Louis	Ouvrier d'art avant 36 mois	Ouvrier d'art de 3 ^e classe	6 mai 1933	1 a. 1 m. 25 j.	12.500	Y compris 6 m. pour rappels services militaires
PLANCQ, Emile	Agent comptable avant 36 mois	Agent comptable de 3 ^e classe	6 mai 1933	1 a. 9 m.	12.500	Y compris 1 a. 1 m. 5 j. pour rappels services militaires

Fait à Lomé, le 31 décembre 1933
Le Commissaire de la République p. i.

L. PÊTRE

TABLEAU portant reclassement du personnel des travaux publics du Togo

d'après l'arrêté de réorganisation du 12 octobre 1933

NOMS ET PRÉNOMS	DÉNOMINATION		DATE DE NOMINATION	ANCIENNETÉ AU 31 DÉCEMBRE 1933	SOLDES	OBSERVATIONS
	ANCIENNE	NOUVELLE				
CATHELIN, Raoul	Chef compt. ppl. après 2 ans	Chef comptable hors classe	1 ^{er} février 1932	1 a. 11 m.	24.000	
WALLON, Gaston	Comptable après 36 mois	Comptable de 1 ^{re} classe	1 ^{er} juillet 1933	6 m.	16.000	
LANGDON, Jacques	Comptable avant 36 mois	Comptable de 2 ^e classe	1 ^{er} janvier 1933	1 a.	14.500	
VIGNOLLE, Jean	Chef surveillant après 2 ans	Chef surveillant de 2 ^e classe	1 ^{er} juillet 1932	1 a. 6 m. 18 j.	18.000	Y compris 18 jours pour rappels services militaires
ANGELETTI, Laurent	Surveillant stagiaire	Surveillant de 4 ^e cl. stagiaire	13 novembre 1933	1 m. 18 j.	10.500	
HORARD, Léon	Chef ouv. d'art ppl. ap. 2 ans	Chef ouvrier d'art hors classe	26 octobre 1933	1 a. 11 m. 27 j.	24.000	Y compris 1 a. 9 m. 22 j. pour rappels services militaires
LHUISSIER, Louis	Chef ouvrier d'art après 2 ans	Chef ouvrier d'art de 2 ^e classe	11 juin 1932	5 a. 9 m. 8 j.	18.000	Y compris 4 a. 2 m. 18 j. pour rappels services militaires
STOLL, René	Ouvrier d'art ppl. av. 18 mois	Ouv. d'art principal de 3 ^e cl.	1 ^{er} avril 1933	1 a. 2 m. 27 j.	14.000	Y compris 5 m. 27 j. pour rappels services militaires

Fait à Lomé, le 31 décembre 1933

Le Commissaire de la République p. i.

L. PÊTRE

TABLEAU portant reclassement du personnel de la télégraphie sans fil du Togo d'après l'arrêté de réorganisation du 12 octobre 1933

NOMS ET PRÉNOMS	DÉNOMINATION		DATE DE NOMINATION	ANCIENNETÉ AU 31 DÉCEMBRE 1933	SOLDES	OBSERVATIONS
	ANCIENNE	NOUVELLE				
BRASSARD, Paul	Ingénieur radiotél. avant 3 ans	Ingénieur chef de stat. de 1 ^{re} cl.	1 ^{er} janvier 1933	1 a. 9 m. 27 j.	29.000	Y compris 9 m. 27 j. pour rappels services militaires

Fait à Lomé, le 31 décembre 1933

Le Commissaire de la République p. i.

L. PÊTRE

Tableau d'avancement

Par arrêté du :

31 décembre 1933. — Sont inscrits au tableau d'avancement, pour l'année 1934, les agents du cadre des services civils dont les noms suivent :

Pour le grade d'adjoint principal de 1^{re} classe :

Pour compter du 1^{er} janvier 1934.

M. PERRET Jean, adjoint principal de 2^e classe — 1^{er} tour choix.

Pour compter du 18 mars 1934.

M. GAUDONVILLE Charles, adjoint principal de 2^e classe — 2^e tour choix.

Pour le grade d'adjoint principal de 2^e classe :

Pour compter du 19 mars 1934.

M. BURLURAUX Joseph, adjoint principal de 3^e classe — 1^{er} tour choix.

Pour le grade d'adjoint principal de 3^e classe :

Pour compter du 1^{er} janvier 1934.

M. MONNIER Edouard, adjoint de 1^{re} classe — 1^{er} tour choix.

Pour le grade d'adjoint de 1^{re} classe :

Pour compter du 15 août 1934.

M. DASSONVILLE Jean, adjoint de 2^e classe — 1^{er} tour choix.

Pour le grade d'adjoint de 2^e classe :

Pour compter du 1^{er} février 1934.

M. MILLELIRI Paul, commis de 1^{re} classe — 1^{er} tour choix.

Par arrêté du :

31 décembre 1933. — Sont inscrits au tableau d'avancement pour l'année 1934 les agents des cadres locaux européens du Togo dont les noms suivent :

Trésorerie

Pour le grade de commis principal de 3^e classe de la trésorerie du Togo :

Pour compter du 1^{er} janvier 1934.

M. LAPORTE Roger, commis principal de 4^e classe.

Enseignement

Pour le grade d'instituteur principal de 1^{re} classe :

1^{er} tour choix — pour compter du 1^{er} janvier 1934.

M. SIRO Armand, instituteur principal de 2^e classe.

Pour le grade d'institutrice principale de 2^e classe :
1^{er} tour choix — pour compter du 1^{er} janvier 1934.

Mme SIRO Marie, institutrice principale de 3^e classe.

Pour le grade d'instituteur de 1^{re} classe :

1^{er} tour choix — pour compter du 1^{er} juillet 1934.

M. CHAMPION Albert, instituteur de 2^e classe.

Pour le grade d'instituteur de 2^e classe :

1^{er} tour choix — pour compter du 1^{er} janvier 1934.

M. PALLARES Martin, instituteur de 3^e classe.

Pour le grade d'instituteur de 3^e classe :

Pour compter du 1^{er} janvier 1934.

M. MATHIEU Fernand, instituteur de 4^e classe — 1^{er} tour choix.

M. MATHIEU conserve une ancienneté de 9 mois, reliquat de la majoration d'ancienneté de 18 mois prévue par l'article 13 de l'arrêté du 12 octobre 1933.

M. PALLARES Martin, instituteur de 4^e classe — 2^e tour choix.

M. PALLARES conserve une ancienneté de 2 ans 8 mois 23 jours dont 1 an 5 mois 23 jours pour rappel de services militaires et 1 an 3 mois constituant le reliquat de la majoration d'ancienneté accordée par l'article 13 de l'arrêté du 12 octobre 1933.

M. COMBES René, instituteur de 4^e classe — 3^e tour choix à défaut de candidat à l'ancienneté.

M. COMBES conserve une ancienneté de 9 mois, reliquat de la majoration d'ancienneté accordée par l'article 13 de l'arrêté du 12 octobre 1933.

Mme. MARTIN Henriette, institutrice de 4^e classe — 1^{er} tour choix.

Mme. MARTIN conserve une ancienneté de 9 mois, reliquat de la majoration d'ancienneté accordée par l'article 13 de l'arrêté du 12 octobre 1933.

Chemin de fer

Pour le grade d'inspecteur de 2^e classe des voies et bâtiments :

1^{er} tour choix — sous réserve d'avoir satisfait aux épreuves de l'examen prévu par l'arrêté du 12 octobre 1933.

M. VEUILLET Camille, chef de section de 1^{re} classe.

Pour le grade d'inspecteur de 2^e classe du matériel et de la traction :

1^{er} tour choix — pour compter du 1^{er} avril 1934.

Sous réserve d'avoir satisfait aux épreuves de l'examen prévu par l'arrêté du 12 octobre 1933.

M. NOUVEL Lucien, sous-chef de dépôt de 1^{re} classe.

Promotions

Par arrêté du :

1^{er} janvier 1934. — Sont promus, pour compter du 1^{er} janvier 1934 les agents du cadre des services civils dont les noms suivent :

Au grade d'adjoint principal de 1^{re} classe :

M. PERRET Jean, adjoint principal de 2^e classe — 1^{er} tour choix.

Au grade d'adjoint principal de 3^e classe :

M. MONNIER Edouard, adjoint de 1^{re} classe — 1^{er} tour choix — (conservé une ancienneté pour services militaires de 3 mois 1 jour).

Par arrêté du :

1^{er} janvier 1934. — Sont promus, pour compter du 1^{er} janvier 1934, dans les cadres locaux européens du territoire du Togo :

Trésorerie

Au grade de commis principal de 3^e classe de la trésorerie du Togo :

M. LAPORTE Roger, commis principal de 4^e classe.

Enseignement

Au grade d'instituteur principal de 1^{re} classe :

1^{er} tour choix.

M. SIRO Armand, instituteur principal de 2^e classe.

Au grade d'institutrice principale de 2^e classe :

1^{er} tour choix.

M^{me} SIRO Marie, institutrice principale de 3^e classe.

Au grade d'instituteurs de 3^e classe :

M. MATHIEU Fernand, instituteur de 4^e classe — 1^{er} tour choix.

M. MATHIEU conserve une ancienneté de 9 mois, reliquat de la majoration d'ancienneté de 18 mois accordée par l'article 13 de l'arrêté du 12 octobre 1933.

M. PALLARES Martin, instituteur de 4^e classe — 2^e tour choix.

M. PALLARES conserve une ancienneté de 2 ans 8 mois 23 jours dont 1 an 5 mois 23 jours pour rappel de services militaires et 1 an 3 mois constituant le reliquat de la majoration d'ancienneté accordée par l'article 13 de l'arrêté du 12 octobre 1933.

M. COMBES René, instituteur de 4^e classe — 3^e tour choix à défaut de candidat à l'ancienneté.

M. COMBES conserve une ancienneté de 9 mois, reliquat de la majoration d'ancienneté accordée par l'article 13 de l'arrêté du 12 octobre 1933.

M^{me} MARTIN Henriette, institutrice de 4^e classe — 1^{er} tour choix.

M^{me} MARTIN conserve une ancienneté de 9 mois, reliquat de la majoration d'ancienneté accordée par l'article 13 de l'arrêté du 12 octobre 1933.

Affectations

Par décisions des :

20 décembre 1933. — Les agents attendus par s/s *Asie* vers le 20 décembre 1933, reçoivent les affectations suivantes.

M. BLANCHARD, chef de gare des chemins de fer de l'A.O.F., détaché au Togo, retour de congé, est mis à la disposition du chef du service des chemins de fer et du wharf.

M. DELOURNEL, pharmacien capitaine, nouvellement désigné pour servir au Territoire, est mis à la disposition du chef du service de santé.

23 décembre 1933. — Le médecin contractuel ROUGIER, médecin-chef de la subdivision de Bassari est nommé, provisoirement, médecin-chef de la subdivision sanitaire de Sokodé en remplacement du médecin contractuel SARRAZIN rapatriable.

M. ROUSSEL, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, chef de la subdivision de Lama-Kara est nommé surveillant-chef de la prison de ladite subdivision.

Il aura droit en cette qualité à l'indemnité prévue à l'arrêté du 20 mai 1933.

28 décembre 1933. — M. BURIGNAT, sous-chef mécanicien de 2^e classe des chemins de fer du Togo, retour de congé le 27 décembre 1933 par s/s *Hoggar*, est mis à la disposition du chef des services des chemins de fer et du wharf.

29 décembre 1933. — M. ESTASSY, ingénieur-adjoint de 1^{re} classe du cadre général des travaux publics des colonies, chargé d'études topographiques dans le cercle de Sokodé, est affecté à Lomé à la disposition du chef de service des travaux publics.

M. le pharmacien capitaine DELOURNEL, débarqué à Lomé le 21 décembre 1933, remplira les fonctions de comptable-gestionnaire de la pharmacie d'approvisionnement, de directeur de la pharmacie de détail de Lomé et du laboratoire de chimie, d'inspecteur des pharmacies, en remplacement du pharmacien-commandant LOZACH rapatriable.

Il aura droit à l'indemnité de responsabilité allouée au gérant-comptable à la pharmacie d'approvisionnement prévue à l'arrêté du 20 mai 1933.

30 décembre 1933. — M. BURLURAUX André, adjoint principal de 3^e classe des services civils, en service au cercle d'Anécho, est nommé commissaire de police du dit cercle, à compter du 2 décembre 1933, en remplacement de M. DUMONT, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies appelé à d'autres fonctions.

Il aura droit en cette qualité à l'indemnité prévue à l'arrêté du 20 mai 1933.

M. M. BRAMARIE Pierre, DUBRULLE René et MARENCO Marius, chefs de chantiers contractuels précédemment en service aux travaux neufs, sont affectés au service du chemin de fer en qualité de chefs de districts chargés des travaux de parachèvement sur la ligne nouvellement construite.

La solde, les accessoires de solde et les indemnités de ces agents, seront imputés au budget annexe sur fonds d'emprunt — exercice 1934.

Ces agents continueront à avoir droit au bénéfice de l'indemnité de terrain dans les conditions prévues par l'arrêté du 4 décembre 1931.

M. SANSON Pierre, administrateur-adjoint des colonies, est mis à la disposition du chef du service du chemin de fer pour prendre la direction de la section de liquidation de la construction du chemin de fer central togolais.

M. M. ARTAXE Alvert, agent comptable contractuel, VONIN André, ingénieur contractuel, LEFEUVRE Eugène, mécanicien contractuel et GARABELLO Giovanni, mécanicien journalier, sont affectés à la section de liquidation du chemin de fer central togolais.

Ces fonctionnaires et agents continueront à percevoir à titre personnel les indemnités de fonctions et de responsabilités afférentes aux fonctions qu'ils occupaient au service de construction du chemin de fer central togolais et auront droit au bénéfice de l'indemnité de terrain dans les conditions prévues par l'arrêté du 4 décembre 1931.

3 janvier 1934. — M. STOLL, ouvrier d'art principal de 3^e classe des travaux publics, retour de congé, attendu à Lomé vers le 3 janvier 1934 par s/s *Amérique*, est mis à la disposition du chef du service des travaux publics.

6 janvier 1934. — M. ANGELETTI, surveillant de 4^e classe stagiaire des travaux publics, précédemment chef de district à Chra, est mis à la disposition du chef du service des travaux publics.

M. DAGRON, chef de travaux pratiques de 3^e classe contractuel, de retour de congé, reprend ses fonctions de chef du secteur du coton, kapok, karité, en remplacement de M. ROBIN, ingénieur-adjoint de 3^e classe des travaux agricoles appelé à d'autres fonctions.

M. ROBIN est nommé chef de la circonscription agricole du centre.

Ces agents auront droit aux indemnités prévues à l'arrêté du 20 mai 1933.

Nominations

Par décisions des :

31 décembre 1933. — M^{me} Robert CONSO, dame secrétaire, reprend ses fonctions au cabinet du Commissaire de la République, pour compter du 1^{er} janvier 1934.

5 janvier 1934. — M. COMBE Roger, Alvert, est nommé chef de district auxiliaire à la solde journalière de soixante dix francs (70 frs.).

M. COMBE est mis à la disposition du chef du service des chemins de fer et du wharf.

Congés et passages

Par décisions des :

5 janvier 1934. — Un congé administratif de 6 mois pour en jouir route de Bedarieux « Villa la Togolaise » à Beziers (Hérault), est accordé à M. RODIERE, adjoint principal de classe exceptionnelle des services civils de l'A. O. F., en service détaché au Togo, qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France en 1^{re} classe, 2^e catégorie lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme sur le paquebot *Touareg* attendu à Lomé vers le 4 février 1934.

25 décembre 1933. — Une réquisition de passage en 2^e classe, 3^e catégorie, de Lomé à Marseille sur le paquebot *Hoggar* attendu à Lomé vers le 7 janvier 1934, est accordée à M. DURAND Emile, opérateur contractuel de pelle mécanique au service de construction du chemin de fer central togolais, se rendant 201 rue de Paris à Bagneux (Seine).

28 décembre 1933. — Une réquisition de passage en 1^{re} classe, 1^{re} catégorie B, de Lomé à Marseille, est accordée à M. LOZACH, pharmacien commandant des troupes coloniales, ainsi qu'à sa femme, sur le paquebot *Hoggar*, attendu à Lomé vers le 7 janvier 1934.

RECTIFICATIF à la décision n° 980 du 13 décembre 1933 accordant congé de fin de contrat à M. HERAUD Gabriel, mécanicien contractuel.

Au lieu de :

sur le paquebot « *Asie* », attendu à Lomé vers le 2 janvier 1934.

Lire :

sur le paquebot « *Amérique* » attendu à Lomé vers le 16 janvier 1934.

PERSONNEL INDIGÈNE

Tableau d'avancement

Par arrêté du :

31 décembre 1933. — Sont inscrits au tableau d'avancement pour le 1^{er} semestre 1934, les agents indigènes dont les noms suivent :

Enseignement officiel

Pour le grade d'instituteur-adjoint de 1^{re} classe :

N'DIAVE BOUBACAR, instituteur-adjoint de 2^e classe.

Pour le grade d'instituteur-adjoint de 3^e classe :

AJAVON Henri, instituteur-adjoint de 4^e classe.

LAWSON Joseph, instituteur-adjoint de 4^e classe.

Pour le grade d'instituteur-adjoint de 4^e classe :

KOUEVI Justin, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe.
 FUMEY Arnold, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe.
 JOHNSON Gabriel, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe.
 MOREIRA Benoît, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe.

Pour le grade de moniteur de 2^e classe :

KPADENU G. Gervais, moniteur de 3^e classe.
 AGOMESSOU Lucien, moniteur de 3^e classe.

Pour le grade de moniteur de 4^e classe :

MENSAH Joseph, moniteur de 5^e classe.
 AKOUÉSSON Arthur, moniteur de 5^e classe.
 LAWSON Robert LATÉ, moniteur de 5^e classe.
 JOHNSON Clément, moniteur de 5^e classe.

Pour le grade de moniteur de 5^e classe :

HOUENASSOU Daniel, moniteur de 6^e classe.
 Melle HUNDT Berthe, monitrice de 6^e classe.
 TOULEASSI Jean, moniteur de 6^e classe.

Enseignement privé*Pour le grade d'instituteur auxiliaire de 1^{re} classe :*

KLU Samuel, instituteur auxiliaire de 2^e classe.
 DAVID Albert, instituteur auxiliaire de 2^e classe.

Pour le grade de moniteur de 2^e classe :

GBENADO Georges, moniteur de 3^e classe.

Pour le grade de moniteur de 3^e classe :

AKOUETE John, moniteur de 4^e classe.

Pour le grade de moniteur de 4^e classe :

AMEGAN Simon, moniteur de 5^e classe.

Pour le grade de moniteur de 5^e classe :

AYIVI Benjamin, moniteur de 6^e classe.
 Melle GBENION Rosine, monitrice de 6^e classe.
 CODJO Grégoire, moniteur de 6^e classe.

Agriculture*Pour le grade de moniteur auxiliaire de 1^{re} classe :*

NICABOU, moniteur auxiliaire de 2^e classe.

Pour le grade de moniteur auxiliaire de 2^e classe :

Anatole SANSON, moniteur auxiliaire de 3^e classe.
 D'ALMEIDA Michel, moniteur auxiliaire de 3^e classe.
 AGBOKOU Martial, moniteur auxiliaire de 3^e classe.

Pour le grade de moniteur auxiliaire de 3^e classe :

HAMEHAME Barnabé, moniteur auxiliaire de 4^e classe.

Pour le grade de moniteur auxiliaire de 4^e classe :

TOSSA Raphaël, moniteur auxiliaire de 5^e classe.
 BATASCOME, moniteur auxiliaire de 5^e classe.
 KOUENOU Justin, moniteur auxiliaire de 5^e classe.

Douanes*Pour le grade de préposé de 3^e classe :*

GBEBLEWU Nicolas, préposé de 4^e classe.
 D'OLIVEIRA Paul, préposé de 4^e classe.

Pour le grade de préposé de 4^e classe :

AKUESSON Valentin, préposé de 5^e classe.
 KOUEVI Cyrus, préposé de 5^e classe.

Pour le grade de préposé de 5^e classe :

ASHIABOR Daniel, préposé de 6^e classe.

Pour le grade de préposé de 6^e classe :

BATONON Bernard, préposé de 7^e classe.
 ADJAI Dominique Jean, préposé de 7^e classe.
 EClOU Michel, préposé de 7^e classe.
 SODJI TOVI AMOUSSOU Prosper, prép. de 7^e classe.

Pour le grade de préposé de 7^e classe :

PANOU Mathieu, préposé de 8^e classe.

P. T. T.*Pour le grade de commis de 2^e classe des P. T. T. :*

AKOUETE Cosmas Joseph, commis de 3^e classe.

Pour le grade de commis de 3^e classe :

GABA AHO, commis de 4^e classe.

Pour le grade de commis de 4^e classe :

ALMEIDA Milatao, commis de 5^e classe.
 KOFFI A. Jacques, commis de 5^e classe.

Pour le grade de commis de 5^e classe :

BONIN Calixte, commis de 6^e classe.
 WILSON Godfroy ADJÉVI, commis de 6^e classe.

Pour le grade de commis de 6^e classe :

AJAVON Cyprien, commis de 7^e classe.
 AKELE Isidore, commis de 7^e classe.

Pour le grade de commis de 7^e classe :

DOS REIS Justin, commis de 8^e classe.

Pour le grade de surveillant de 2^e classe des P. T. T.

LASSEY Antoine, surveillant de 3^e classe.

Pour le grade de surveillant auxiliaire de 1^{re} classe :

KOKOU Emmanuel, surveillant auxiliaire de 2^e classe.

Pour le grade de facteur de 1^{re} classe :

AJAVON Joseph, facteur de 2^e classe.

Pour le grade de facteur de 2^e classe :

ZOUCHÉGNON ADIGNON, facteur de 3^e classe.
 CAPOCHICHI Marc, facteur de 3^e classe.

Pour le grade de facteur de 3^e classe :

ZOBIACHI Joseph, facteur de 4^e classe.

Pour le grade de facteur de 5^e classe :

BOURAIMA Samuel, facteur de 6^e classe.

Pour le grade de facteur auxiliaire de 1^{re} classe :

AKAKPO Justin, facteur auxiliaire de 2^e classe.

Santé

Pour le grade d'aide-médecin de 2^e classe :

MENSAH YAO, aide-médecin de 3^e classe.

Pour le grade d'aide-médecin de 4^e classe :

AKAKPO ADIGO Vincent Louis, aide-médecin de 5^e classe.

VIVODI Hermann, aide-médecin de 5^e classe.

Pour le grade d'aide-médecin de 6^e classe :

NIKOUÉ Clément, infirmier de 1^{re} classe.

Pour le grade d'infirmier-major de 4^e classe :

ABBEY Dominique, infirmier-major de 5^e classe.

Pour le grade d'infirmier-major de 5^e classe :

AYAYI Cyprien Léon, infirmier de 1^{re} classe.

Pour le grade d'infirmier de 1^{re} classe :

ABBEY William, infirmier de 2^e classe.

Pour le grade d'infirmier de 3^e classe :

KENGBO Georges, infirmier de 4^e classe.

KADIKPE René, infirmier de 4^e classe.

AGEGEE Félix, infirmier de 4^e classe.

AGBODJA Etienne, infirmier de 4^e classe.

LODONOU Joseph, infirmier de 4^e classe.

GBIKPI Alphonse, infirmier de 4^e classe.

Pour le grade d'infirmier de 4^e classe :

GOUDELE Joseph, infirmier de 5^e classe.

LACLE Jean, infirmier de 5^e classe.

ADOTE Vincent, infirmier de 5^e classe.

AGBEDONOU Paul, infirmier de 5^e classe.

PIOU N. Albert, infirmier de 5^e classe.

DENADOU Mathias, infirmier de 5^e classe.

AQUEREBURU Ben Sam, infirmier de 5^e classe.

KOUASSIGAN Gabriel, infirmier de 5^e classe.

Pour le grade de brigadier d'hygiène de 2^e classe :

BLABOU Jacob, garde d'hygiène de 1^{re} classe.

Pour le grade de garde d'hygiène de 2^e classe :

SANVEE KATARIA Joseph, garde d'hygiène de 3^e cl.

Pour le grade de garde d'hygiène de 3^e classe :

TECCO Justin, garde d'hygiène de 4^e classe.

Commis expéditionnaires

Pour le grade de commis-expéditionnaire principal de 4^e classe :

GBEDEV Robert, commis-expéditionnaire principal de 5^e classe.

Pour le grade de commis-expéditionnaire principal de 5^e classe :

D'ALMEIDA Charles, commis-expéditionnaire principal de 6^e classe.

Pour le grade de commis-expéditionnaire de 3^e classe :

GNASSOUNOU Pierre, commis-expéditionnaire de 4^e cl.

Pour le grade de commis-expéditionnaire de 3^e classe :

KOUKOUI Félix, commis-expéditionnaire de 4^e classe.

Pour le grade de commis-expéditionnaire de 4^e classe :

VIEIRA François, commis-expéditionnaire de 5^e classe.

D'ALMEIDA Cosmé, commis-expéditionnaire de 5^e cl.

Pour le grade de commis-expéditionnaire de 5^e classe :

TOSSOU ABALO Désiré, commis-expéditionnaire de 6^e classe.

DE SOUZA Théodore, commis-expéditionnaire de 6^e classe.

DOSSOU François, commis-expéditionnaire de 6^e cl.

Pour le grade de commis-expéditionnaire de 6^e classe :

ADJEVI Symphorien, commis-expéditionnaire de 7^e cl.

DJELOU Michel, commis-expéditionnaire de 7^e classe.

JOHNSON Nicolas, commis-expéditionnaire de 7^e cl.

HUNDT Jean Otto, commis-expéditionnaire de 7^e cl.

ATAYI Samuel, commis-expéditionnaire de 7^e classe.

Pour le grade de commis-expéditionnaire de 7^e classe :

D'ALMEIDA Joseph, commis-expéditionnaire de 8^e cl.

Interprètes

Pour le grade d'interprète principal de 5^e classe :

KEMPSON Frantz, interprète de 1^{re} classe.

Pour le grade d'interprète de 1^{re} classe :

PATY KOUASSI Daniel, interprète de 2^e classe.

Plantons

Pour le grade brigadier-planton de 1^{re} classe :

ACHADE Pierrot AKPOVI, brigadier-planton de 2^e cl.

Pour le grade de brigadier-planton de 2^e classe :

OROGBO Jean, planton de 1^{re} classe.

Pour le grade de planton de 3^e classe :

ABALO MENSAYI Ferdinand, planton de 4^e classe.

Pour le grade de planton de 5^e classe :

HOUTONDJI AGBANGLA, planton de 6^e classe.

Pour le grade de planton de 8^e classe :

TAHOULAN Christophe, planton de 9^e classe.

CODJO Laurence, planton de 9^e classe.

LIMOAN Germain, planton de 9^e classe.

MOUTAI Emile, planton de 9^e classe.

Travaux publics*Pour le grade de maître-ouvrier de 6^e classe :*FALSHAU Gérard, maître-ouvrier de 7^e classe.*Pour le grade d'ouvrier de 4^e classe :*CHEKOUVI Louis, ouvrier de 5^e classe.SAMA MOUMOUNI, ouvrier de 5^e classe.AGBODJAN Jean, ouvrier de 5^e classe.*Pour le grade d'ouvrier de 7^e classe :*KOUVAHE KANKOE Joseph, ouvrier de 8^e classe.*Pour le grade de chef d'équipe de 1^{re} classe :*CAMPOS Laurent, chef d'équipe de 2^e classe.*Pour le grade de surveillant de route de 8^e classe :*KONDE ODDO, surveillant de route de 9^e classe.*Pour le grade de mécanicien-conducteur d'automobiles de 2^e classe :*Simon KOUESSIVI François, mécanicien-conducteur d'automobiles de 3^e classe.*Pour le grade de mécanicien-conducteur d'automobiles de 3^e classe :*REINHARD K. Otto, mécanicien-conducteur de 4^e cl.
AMOUSSOU AFANOU Ambroise, mécanicien conducteur de 4^e classe.**Chemin de fer***Pour le grade de facteur-enregistreur de 1^{re} classe :*AGBODJAN Jacob PRINCE, facteur-enregistreur de 2^e cl.*Pour le grade de facteur-enregistreur de 2^e classe :*D'ALMEIDA Maurice, facteur-enregistreur de 3^e classe.FEBON Thomas, facteur-enregistreur de 3^e classe.LASSEY Benjamin, facteur-enregistreur de 3^e classe.*Pour le grade de facteur-enregistreur de 3^e classe :*SADE K. James, facteur-enregistreur de 4^e classe.D'ALMEIDA Cyriano, facteur-enregistreur de 4^e classe.*Pour le grade de chef de train de 7^e classe :*D'ALMEIDA Faustin, chef de train de 8^e classe.*Pour le grade de maître-ouvrier de 5^e classe :*WILSON Edward, maître-ouvrier de 6^e classe.*Pour le grade d'ouvrier de 3^e classe :*AZIADAPOU Jacob, ouvrier de 4^e classe.*Pour le grade d'ouvrier de 6^e classe :*AKAKPO John, ouvrier de 7^e classe.GBEVE SHIABI, ouvrier de 7^e classe.ABALO KOUAOMÉ, ouvrier de 7^e classe.ADANLEGOU Joseph, ouvrier de 7^e classe.*Pour le grade d'ouvrier de 7^e classe :*AFANCHAO Benthô, ouvrier de 8^e classe.VINTOURA Patrice, ouvrier de 8^e classe.AVOUDJIGBE Daniel, ouvrier de 8^e classe.EGLA SEMANOU, ouvrier de 8^e classe.AKAKPO Emmanuel, ouvrier de 8^e classe.*Pour le grade de chef d'équipe de 7^e classe :*AGBOKOU KOWOU, chef d'équipe de 8^e classe.APETOGBO Ferdinand, chef d'équipe de 8^e classe.*Pour le grade de canotier de 1^{re} classe :*EDOUGNETO HOUSSOUNOUKPE, canotier de 2^e classe.AKAKPOVI Moïse, canotier de 2^e classe.KOSSOKO AMEONASHIE, canotier de 2^e classe.KOFFI ALOSSA, canotier de 2^e classe.MENSAH ATTIOGBÉ, canotier de 2^e classe.KOTOKOU KODJO, canotier de 2^e classe.MENSAH AMEJRO, canotier de 2^e classe.KODJOVI MENSAH, canotier de 2^e classe.KAGNI KOMLAN, canotier de 2^e classe.TOSSOU KOUSSAHM, canotier de 2^e classe.**Promotions**

Par arrêté du :

1^{er} janvier 1934. — Sont promus pour compter du 1^{er} janvier 1934 les agents indigènes ci-dessous nommés :**Enseignement officiel***Au grade d'instituteur-adjoint de 1^{re} classe :*N'DIAYE BOUBACAR, instituteur-adjoint de 2^e classe.*Au grade d'instituteur-adjoint de 3^e classe :*AJAVON Henri, instituteur-adjoint de 4^e classe.*Au grade d'instituteur-adjoint de 4^e classe :*KOUÉVI Justin, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe.FUMEY Arnold, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe.*Au grade de moniteur de 2^e classe :*KPADENU G. Gervais, moniteur de 3^e classe.*Au grade de moniteur de 4^e classe :*MENSAH Joseph, moniteur de 5^e classe.AKOUESSON Arthur, moniteur de 5^e classe.*Au grade de moniteur de 5^e classe :*HOUEASSOU Daniel, moniteur de 6^e classe.**Enseignement privé***Au grade de moniteur de 2^e classe :*GBENADO Georges, moniteur de 3^e classe.*Au grade de moniteur de 3^e classe :*AKOUETE John, moniteur de 4^e classe.*Au grade de moniteur de 4^e classe :*AMEGAN Simon, moniteur de 5^e classe.

Au grade de moniteur de 5^e classe :

AYIVI Benjamin, moniteur de 6^e classe.
M^{lle} GBENION Rosine, monitrice de 6^e classe.

Agriculture*Au grade de moniteur auxiliaire de 1^{re} classe :*

NICABOU, moniteur auxiliaire de 2^e classe.

Au grade de moniteur auxiliaire de 2^e classe :

ANATOLE Sanson, moniteur auxiliaire de 3^e classe.

Au grade de moniteur auxiliaire de 4^e classe :

TOSSA Raphaël, moniteur auxiliaire de 5^e classe.
BATASCOME, moniteur auxiliaire de 5^e classe.

Douanes*Au grade de préposé de 3^e classe :*

GBEBLEWU Nicolas, préposé de 4^e classe.

Au grade de préposé de 4^e classe :

AKUESSON Valentin, préposé de 5^e classe.

Au grade de préposé de 5^e classe :

ASHIABOR Daniel, préposé de 6^e classe.

Au grade de préposé de 6^e classe :

BATONON Bernard, préposé de 7^e classe.
ADJAI Dominique Jean, préposé de 7^e classe.

P. T. T.*Au grade de commis de 5^e classe :*

BONIN Calixte, commis de 6^e classe.
WILSON Godfroy ADJÉVI, commis de 6^e classe.

Au grade de commis de 6^e classe :

AJAVON Cyprien, commis de 7^e classe.
AKELE Isidore, commis de 7^e classe.

Au grade de commis de 7^e classe :

DOS REIS Justin, commis de 8^e classe.

Au grade de surveillant de 2^e classe des P. T. T. :

LASSEY Antoine, surveillant de 3^e classe.

Au grade de facteur de 2^e classe :

ZOUHEGNON ADIGNON, facteur de 3^e classe.

Au grade de facteur de 3^e classe :

ZOBIACHI Joseph, facteur de 4^e classe.

Santé*Au grade d'aide-médecin de 2^e classe :*

MENSAH YAO, aide-médecin de 3^e classe.

Au grade d'aide-médecin de 4^e classe :

AKAKPO ADIGO Vincent Louis, aide-méd. de 5^e classe.

Au grade d'aide-médecin de 6^e classe :

NIKOUÉ Clément, infirmier de 1^{re} classe.

Au grade d'infirmier-major de 5^e classe :

AYAYI Cyprien Léon, infirmier de 1^{re} classe.

Au grade d'infirmier de 3^e classe :

KENGBO Georges, infirmier de 4^e classe.
KADIKPE René, infirmier de 4^e classe.
AGEGEE Félix, infirmier de 4^e classe.
AGBODJAN Etienne, infirmier de 4^e classe.

Au grade d'infirmier de 4^e classe :

GOUDELE Joseph, infirmier de 5^e classe.
LACLE Jean, infirmier de 5^e classe.
ADOTE Vincent, infirmier de 5^e classe.
AGBEDONOU Paul, infirmier de 5^e classe.

Au grade de brigadier d'hygiène de 2^e classe :

BLABOU Jacob, garde d'hygiène de 1^{re} classe.

Au grade de garde d'hygiène de 2^e classe :

SANVEE KATARIA Joseph, garde d'hygiène de 3^e cl.

Au grade de garde d'hygiène de 3^e classe :

TECCO Justin, garde d'hygiène de 4^e classe.

Commis expéditionnaires*Au grade de commis-expéditionnaire principal de 5^e classe :*

D'ALMEIDA Charles, commis-expéditionnaire principal de 6^e classe.

Au grade de commis-expéditionnaire de 3^e classe :

GNASSOUNOU Pierre, commis-expéditionnaire de 4^e cl.
KOUKOUI Félix, commis-expéditionnaire de 4^e classe.

Au grade de commis-expéditionnaire de 5^e classe :

TOSSOU ABALO Désiré, commis-expéditionnaire de 6^e classe.

DE SOUZA Théodore, commis-expéditionnaire de 6^e classe.

DOSSOU François, commis-expéditionnaire de 6^e cl.

Au grade de commis-expéditionnaire de 6^e classe :

ADJEVI Symphorien, commis-expéditionnaire de 7^e cl.

Au grade de commis-expéditionnaire de 7^e classe :

D'ALMEIDA Joseph, commis-expéditionnaire de 8^e cl.

Interprètes*Au grade d'interprète principal de 5^e classe :*

KEMPSON Frantz, interprète de 1^{re} classe.

Plantons*Au grade de brigadier-planton de 2^e classe :*

OROGBO Jean, planton de 1^{re} classe.

Au grade de planton de 5^e classe :

HOUTONDJI AGBANGLA, planton de 6^e classe.
Il conserve une ancienneté de 1 an 2 mois 23 jours pour rappel services militaires.

Au grade de planton de 8^e classe :

TAHOULAN-Christophe, planton de 9^e classe.
CODJO Laurence, planton de 9^e classe.
LIMOAN Germain, planton de 9^e classe.

Travaux publics*Au grade de maître-ouvrier de 6^e classe :*

FALSHAU Gérard, maître-ouvrier de 7^e classe.

Au grade d'ouvrier de 4^e classe :

CHEKOUVI Louis, ouvrier de 5^e classe.

Au grade d'ouvrier de 7^e classe :

KOUVAHE KANKOE Joseph, ouvrier de 8^e classe.

Au grade de chef d'équipe de 1^{re} classe :

CAMPOS Laurent, chef d'équipe de 2^e classe.

Au grade de mécanicien-conducteur d'automobiles de 2^e classe :

Simon KOUESSIVI François, mécanicien-conducteur d'automobiles de 3^e classe.

Au grade de mécanicien-conducteur d'automobiles de 3^e classe :

REINHARD K. Otto, mécanicien-conducteur de 4^e cl.

Chemins de fer*Au grade de facteur-enregistreur de 2^e classe :*

D'ALMEIDA Maurice, facteur-enregistreur de 3^e classe.
FEBON Thomas, facteur-enregistreur de 3^e classe.

Au grade de facteur-enregistreur de 3^e classe :

SADE K. James, facteur-enregistreur de 4^e classe.

Au grade de chef de train de 7^e classe :

D'ALMEIDA Faustin, chef de train de 8^e classe.

Au grade de maître-ouvrier de 5^e classe :

WILSON Edward, maître-ouvrier de 6^e classe.

Au grade d'ouvrier de 6^e classe :

AKAKPO John, ouvrier de 7^e classe.
GBEVE SHIABI, ouvrier de 7^e classe.

Au grade d'ouvrier de 7^e classe :

AFANCHAO Benthô, ouvrier de 8^e classe.
VINTOURA Patrice, ouvrier de 8^e classe.
AVOUDJIGBE Daniel, ouvrier de 8^e classe.

Au grade de chef d'équipe de 7^e classe :

AGBOKOU KOWOU, chef d'équipe de 8^e classe.
APETOGBE Ferdinand, chef d'équipe de 8^e classe.

Au grade de canotier de 1^{re} classe :

EDOUGNETO HOUSSOUNOUKPE, canotier de 2^e classe.
AKAKPOVI Moïse, canotier de 2^e classe.
KOSSOKO AMEONASHIE, canotier de 2^e classe.
KOFFI ALOSSA, canotier de 2^e classe.

Par arrêté du :

5 janvier 1934. — Sont promus à compter du 1^{er} janvier 1934 (prise de rang et droit à la solde comprise) les gardes-frontières dont les noms suivent :

Pour la première classe :

LAWSON Gustave, garde-frontière de 2^e classe.
LAWSON Joseph, garde-frontière de 2^e classe.
TETEVU Jacob, garde-frontière de 2^e classe.

Pour la deuxième classe :

ADAHIN ABIHA, garde-frontière de 3^e classe.
ADJALLE K. Richard, garde-frontière de 3^e classe.

Nominations

Par arrêté du :

21 décembre 1933. — Le moniteur auxiliaire SITTI Jean, en service au cercle de Lomé, est agréé dans le cadre des moniteurs de l'enseignement, en qualité de moniteur de 6^e classe stagiaire, pour compter du 1^{er} janvier 1934.

Par décisions des :

23 décembre 1933. — Le nommé Vincent AMEGRAN, est engagé en qualité de planton auxiliaire pour compter du 15 décembre 1933 et mis à la disposition du chef du cabinet du Commissaire de la République.

Il lui sera alloué une rétribution mensuelle de 120 francs.

Le planton auxiliaire Vincent AMEGRAN, aura droit à l'indemnité mensuelle de 30 francs dite « de permanence de nuit » prévue par l'arrêté du 15 septembre 1928.

30 décembre 1933. — Est agréé en qualité de planton auxiliaire à solde mensuelle de 150 francs, le nommé ANOUMOU Frantz, et mis à la disposition du chef du service des P. T. T.

31 décembre 1933. — Est engagé en qualité de conducteur auxiliaire à solde journalière de sept francs (7 frs.) le nommé Pascal DAVITO, et mis à la disposition du commandant de cercle de Sokodé en remplacement du conducteur-mécanicien de 4^e classe AMOUZOU Ambroise, titulaire d'un congé.

6 janvier 1934. — Les nommés MESSANVI KALIPÉ et Nicodème MLAPA sont agréés en qualité de gérants des cabines téléphoniques de Vogan et Togoville pour compter du 1^{er} janvier 1934.

Ils auront droit en cette qualité à un salaire mensuel de 50 francs.

Titularisations

Par arrêté du :

23 décembre 1933. — Sont titularisés commis-expéditionnaires de 8^e classe, pour compter du :

13 décembre 1933 — Adouvi Charles, commis-expéditionnaire auxiliaire de 2^e échelon, en service à Lomé (santé);

21 janvier 1934 — Titus Théophile, commis-expéditionnaire auxiliaire de 2^e échelon, en service au secrétariat général.

Démissions

Par arrêté du :

21 décembre 1933. — Est acceptée la démission de son emploi, offerte par le garde frontière de 1^{re} classe ARIDJAMA YACOUBA, en service au poste de Kpadakpé, pour compter du 1^{er} janvier 1934.

Par décision du :

23 décembre 1933. — Est acceptée, pour compter du 16 décembre 1933, la démission de son emploi offerte par la monitrice auxiliaire BLAUD Marie, en service à l'école ménagère d'Anécho.

Rappels d'ancienneté pour services militaires

Par arrêtés des :

23 décembre 1933. — Une bonification d'ancienneté pour services militaires de 3 ans est accordée dans son emploi actuel à l'ouvrier de 6^e classe des travaux publics KODJO Moïse.

29 décembre 1933. — Une bonification d'ancienneté pour services militaires de 2 ans 5 mois et 25 jours, est accordée dans son emploi actuel au commis-expéditionnaire de 8^e classe LOKO Albert.

Affectations

Par décisions des :

21 décembre 1933. — L'opérateur de 8^e classe du cadre local indigène des P.T.T., Alexandre D'ALMEIDA, actuellement en service au bureau d'études des travaux publics, est affecté à Anécho, à la disposition du service des travaux publics.

Le médecin auxiliaire stagiaire HAZOUME Léaccici et les sages-femmes auxiliaires stagiaires CHRYSOSTOME Louise, EKOUE Anna et BOEHM Hanny, arrivés à Lomé le 21 décembre 1933 par le paquebot *Asie* sont mis à la disposition du chef du service de santé.

23 décembre 1933. — Le garde d'hygiène de 3^e classe CATARIA SANVEE Joseph, en service à Lomé est affecté à Sokodé.

30 décembre 1933. — Le commis-expéditionnaire de 5^e classe VIEIRA François, du service de construction du chemin de fer central togolais, précédemment affecté au cabinet du Commissariat de la République, est mis

à la disposition du trésorier-payeur en remplacement du commis-expéditionnaire de 2^e classe D'ALMEIDA Antoine.

Le commis-expéditionnaire de 2^e classe D'ALMEIDA Antoine, actuellement en service au trésor, est affecté au service de santé en remplacement du commis-expéditionnaire de 8^e classe QUEVISON Charles titulaire d'un congé.

Le médecin auxiliaire de 3^e classe stagiaire HAZOUME Léaccici, nouvellement arrivé au Togo, est affecté au centre hospitalier de Lomé.

La sage-femme auxiliaire de 3^e classe stagiaire EKOUE Anna, nouvellement arrivée au Togo, est affectée à Atakpamé.

La sage-femme auxiliaire de 3^e classe stagiaire BOEHM Hanny, nouvellement arrivée au Togo, est affectée à Sokodé, en remplacement de la sage-femme auxiliaire de 3^e classe DOSSEU Victorine, réintégrée dans le cadre de l'A.O.F.

Mutation

Par décision du :

3 janvier 1934. — Le surveillant auxiliaire stagiaire de 3^e classe TCHAFALO Thomas en service à l'atelier de Lomé est désigné pour remplacer provisoirement à Mango le surveillant KUASSI Johannes titulaire d'un congé de 60 jours.

Congés et permissions

Par décisions des :

21 décembre 1933. — Une permission de 7 jours, avec traitement, du 22 au 28 décembre 1933 inclus, est accordée au commis-expéditionnaire de 3^e classe D'ALMEIDA Hubert Pompéo, en service aux domaines, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 82 jours, avec traitement, du 3 janvier au 25 mars 1934 inclus, est accordé au planton de 8^e classe DOSSEU Joseph, en service aux travaux publics, pour en jouir à Savalou (Dahomey).

23 décembre 1933. — Une permission de 8 jours, avec traitement, du 24 au 31 décembre 1933 inclus, est accordée au médecin auxiliaire de 3^e classe stagiaire de l'A.O.F. HAZOUME Léaccici, pour en jouir au Dahomey.

Une permission de 8 jours, avec traitement, du 24 au 31 décembre 1933 inclus, est accordée à la sage-femme auxiliaire de 3^e classe stagiaire CHRYSOSTOME Louise pour en jouir à Cotonou (Dahomey).

Une prolongation de congé de 30 jours, avec traitement, du 5 janvier au 4 février 1934 inclus, est accordée à l'infirmier de 5^e classe SAMUEL GBIKPI, pour en jouir à Anécho.

Un congé de 25 jours, avec traitement, du 1^{er} au 25 janvier 1934 inclus, est accordé à l'instituteur-adjoint de 4^e classe KPOINTON Lucien, en service à Daye-Apéyémé (cercle de Klouto), pour en jouir à Anécho.

Un congé de 60 jours, avec traitement, du 2 janvier au 2 mars 1934, inclus est accordé au canotier de 2^e classe ATTIOGBE MENSAH, en service au wharf, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 75 jours, avec traitement, du 1^{er} janvier au 16 mars 1934 inclus, est accordé au maître-ouvrier de 3^e classe KOFFI ALOWOANOU, en service au wharf, pour en jouir au Territoire.

23 décembre 1933. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} au 30 janvier 1934 inclus, est accordé au canotier de 2^e classe ASSINDO MENSAH, en service au wharf, pour en jouir à Anécho.

23 décembre 1933. — Une permission de 4 jours, avec traitement, du 23 au 26 décembre 1933 inclus, est accordée au sergent des douanes Casimir ASSOGBA, pour en jouir à Ouidah (Dahomey).

28 décembre 1933. — Une permission de 20 jours, avec traitement, du 17 janvier au 5 février 1934 inclus, est accordée au facteur auxiliaire de 3^e classe des P. T. T. GRAGUIDI Maurice, en service à Lomé, pour en jouir au (Dahomey).

Une permission de 12 jours, avec traitement, du 18 au 29 janvier 1934 inclus, est accordée au commis-expéditionnaire de 8^e classe GRAGUIDI Léonard, en service au cabinet, pour en jouir au Dahomey.

Une permission de 15 jours, avec traitement, du 15 au 29 janvier 1934 inclus, est accordée au receveur de 7^e classe des chemins de fer CADASSOU Norbert, en service à Agou, pour en jouir à Grand-Popo (Dahomey).

29 décembre 1933. — Un congé de maternité de 60 jours, avec traitement, du 15 janvier au 15 mars 1934 inclus, est accordé à la sage-femme auxiliaire de 3^e classe M^{me} AKOUBE Paula, née WINCKEL, en service à Anécho, pour en jouir à Anécho.

30 décembre 1933. — Un congé de 90 jours, avec traitement, du 1^{er} janvier au 31 mars 1934 inclus, est accordé au commis-expéditionnaire de 8^e classe QUEVISON Charles, en service à la direction de santé, pour en jouir au Territoire.

31 décembre 1933. — Un congé de 90 jours, avec traitement, du 10 janvier au 9 avril 1934 inclus, est accor-

dé au conducteur mécanicien de 4^e classe AMOUZOU Ambroise, en service au cercle de Sokodé, pour en jouir à Glidji (cercle d'Anécho).

Un congé de 75 jours, avec traitement, du 2 février au 17 avril 1934 inclus, est accordé au commis-expéditionnaire de 3^e classe QUASHIE William, en service au cercle de Sokodé, pour en jouir à Lomé.

3 janvier 1934. — Un congé de 90 jours, avec traitement, du 10 janvier au 9 avril 1934 inclus, est accordé à l'ouvrier de 1^{re} classe des travaux publics DOMINGO ADJOUBADJI, en service à Lomé, pour en jouir à Palimé.

5 janvier 1934. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1^{er} février au 2 mars 1934 inclus, est accordé au facteur de 4^e classe des P.T.T. SOSSOU VODOUNOU, en service à Lomé, pour en jouir à Savalou (Dahomey).

Un congé de 60 jours, avec traitement, du 15 janvier au 15 mars 1934 inclus, est accordé au surveillant auxiliaire de 1^{re} classe des P.T.T. KOUASSI Yohanes, en service à Sansanné-Mango, pour en jouir à Togoville (cercle d'Anécho).

Un congé de 60 jours, avec traitement, du 1^{er} février au 1^{er} avril 1934 inclus, est accordé au facteur enregistreur de 2^e classe FEBON Thomas, en service aux chemins de fer (exploitation), pour en jouir à Anécho.

6 janvier 1934. — Une permission de 8 jours, avec traitement, du 8 au 15 janvier 1934 inclus, est accordée au sergent des douanes Casimir ASSOGBA, en service à Lomé, pour en jouir à Ouidah (Dahomey).

Sanctions disciplinaires

Par décision du :

23 décembre 1933. — Une punition de 8 jours de retenue de solde est infligée au garde d'hygiène de 3^e classe AFANVI DOSSOUVI, en service au lazaret de Lomé, pour négligence grave dans l'exécution de son service.

Par arrêtés des :

28 décembre 1934. — Le facteur enregistreur de 4^e classe DOEVI Augustin, est révoqué de son emploi pour compter du 18 septembre 1933 pour négligences et fautes graves dans son service.

29 décembre 1933. — Le garde frontière de 1^{re} classe HODONOU AFANOU, est rétrogradé à la 2^e classe pour mauvaise exécution de service.

Le garde frontière de 3^e classe TEKOUÉ Alfred, est rétrogradé à la 4^e classe pour mauvaise exécution de service.

FORCES DE POLICE

Tableau d'avancement

Par arrêté du :

30 décembre 1933. — Sont inscrits au tableau d'avancement pour 1934 (garde indigène) :

1° — Pour le grade d'adjudant-chef :

néant.

2° — Pour le grade d'adjudant :

N° 1 — TANOGA, brigadier-chef 1^{re} classe N° Mle 392, du détachement de la police.

3° — Pour le grade de brigadier-chef de 1^{re} classe :

N° 1 — KIMBIGOU, brigadier-chef 2^e classe, N° Mle 572 du peloton de Lomé.

4° — Pour le grade de brigadier-chef de 2^e classe :

néant.

5° — Pour le grade de brigadier de 1^{re} classe :

Les brigadiers de 2^e classe ci-après :

N° 1 — LOUSS, N° Mle 89, du peloton d'Atakpamé.

N° 2 — NAPO, N° Mle 202, du peloton de Mango.

N° 3 — GARBA FIFANI, N° Mle 104, du peloton de Klouto.

6° — Pour le grade de brigadier de 2^e classe :

N° 1 — KOMBATE, garde 1^{re} classe, N° Mle 940, du peloton de Sokodé.

N° 2 — AOUSSOBA, garde 1^{re} classe, N° Mle 959, du peloton de dépôt.

N° 3 — ENGLISH, garde 1^{re} classe, N° Mle 667, du peloton de Lomé.

N° 4 — BOUKARY, garde 1^{re} classe, N° Mle 402, du peloton de Mango.

N° 5 — ADAM, garde 1^{re} classe, N° Mle 962, du peloton de dépôt.

N° 6 — NANA, garde 1^{re} classe, N° Mle 801, du peloton de Lomé.

N° 7 — ABINATA, garde 1^{re} classe, N° Mle 354, du peloton d'Atakpamé.

7° — Pour garde de 1^{re} classe :

Les gardes de 2^e classe ci-après :

N° 1 — COALANI, N° Mle 677, du peloton de Sokodé.

N° 2 — TOATA, N° Mle 512, du peloton de Sokodé.

N° 3 — SINTOHOU, N° Mle 718, du peloton de dépôt.

N° 4 — MISSA, N° Mle 775, du détachement de la police.

N° 5 — FOSSAGA, N° Mle 821, du peloton de Lomé.

N° 6 — MOROU II, N° Mle 694, du peloton de Klouto.

N° 7 — ZOTO GASTON, N° Mle 862, du peloton de Lomé.

N° 8 — DOUTI, N° Mle 698, du peloton d'Atakpamé.

N° 9 — DA SILVA Paul, N° Mle 905, du détachement de la police.

N° 10 — AMIDOU TAGBA, N° Mle 742, du peloton de Sokodé.

N° 11 — AIBA, N° Mle 653, du peloton de Klouto.

N° 12 — DAGO, N° Mle 807, du peloton de Lomé.

Par arrêté du :

30 décembre 1933. — Sont inscrits au tableau d'avancement pour 1934 (compagnie de milice) :

1° — Pour le grade d'adjudant-chef :

néant.

2° — Pour le grade d'adjudant :

néant.

3° — Pour le grade de sergent-chef :

NIOFAM, sergent, N° Mle M/4, de la compagnie de milice Lomé.

MAHONBA, sergent, N° Mle M/30, de la compagnie de milice Lomé.

KPANTANON, sergent, N° Mle M/63, de la 4^e section de milice Anécho.

4° — Pour le grade de sergent :

BAMA, caporal-chef, N° Mle M/197, de la 4^e section de milice Anécho.

Esso, caporal-chef, N° Mle M/16, de la compagnie de milice Lomé.

BESSI, caporal-chef, N° Mle M/180, de la compagnie de milice Lomé.

KONDO SABALÉ, caporal, N° Mle M/158, de la compagnie de milice Lomé.

KOUMA, caporal, N° Mle M/133, de la compagnie de milice Lomé.

EDIARE, caporal, N° Mle M/111, de la compagnie de milice Lomé.

TONJENKO TARAORÉ, caporal, N° Mle M/222, de la compagnie de milice Lomé.

SALIFOU BOUSSANGA, caporal, N° Mle M/223, de la 4^e section de milice Anécho.

BAGNAN, caporal, N° Mle M/61, de la compagnie de milice Lomé.

5° — Pour caporal :

OUMORI, milicien 2^e classe N° Mle M/308, de la compagnie de milice Lomé.

KRITEMA YATOUTI, milicien 1^{re} classe N° Mle M/269, de la compagnie de milice Lomé.

YAO MANGO, milicien 1^{re} classe N° Mle M/152, de la compagnie de milice Lomé.

AGBA, milicien 1^{re} classe N° Mle M/118, de la compagnie de milice Lomé.

DAOBILA, milicien 1^{re} classe N° Mle M/225, de la compagnie de milice Lomé.

TIAMA, milicien 1^{re} classe N° Mle M/155, de la 4^e section de milice Anécho.

OROU GAMBARI, milicien 1^{re} classe N° Mle M/252, de la compagnie de milice Lomé.

TCHAPO, milicien 1^{re} classe N° Mle M/71, de la compagnie de milice Lomé.

PARAKOU, milicien 1^{re} classe N° Mle M/241, de la 4^e section de milice Anécho.

MAMADOU, milicien 1^{re} classe N° Mle M/203, de la compagnie de milice Lomé.

BIOGUEDE, milicien 2^e classe N° Mle M/210, de la compagnie de milice Lomé.

6° — Pour 1^{re} classe :

BAENA, milicien 2^e classe N° Mle M/293, de la 4^e section de milice Anécho.

BONKPASSE II, milicien 2^e classe N° Mle M/201, de la compagnie de milice Lomé.

DADJO, milicien 2^e classe N° Mle M/294, de la 4^e section de milice Anécho.

KPETERE, milicien 2^e classe N° Mle M/121, de la compagnie de milice Lomé.

TCHAOU, milicien 2^e classe N° Mle M/189, de la compagnie de milice Lomé.

TOUSSOUBE, milicien 2^e classe N° Mle M/149, de la compagnie de milice Lomé.

ADAM PATCHA, milicien 2^e classe N° Mle M/146, de la compagnie de milice Lomé.

KOUDIANGO MESSI, milicien 2^e classe N° Mle M/177, de la compagnie de milice Lomé.

GAMBOGNON, milicien 2^e classe N° Mle M/217, de la 4^e section de milice Anécho.

LAKOUGNOUHAN, milicien 2^e classe N° Mle M/170, de la compagnie de milice Lomé.

AMOUNOU, milicien 2^e classe N° Mle M/174, de la compagnie de milice Lomé.

BAKÔ, milicien 2^e classe N° Mle M/207, de la compagnie de milice Lomé.

DABLA, milicien 2^e classe N° Mle M/267, de la compagnie de milice Lomé.

Promotions

Par arrêté du :

30 décembre 1933. — Sont promus ou nommés pour compter du 1^{er} janvier 1934 (prise de rang et droit à la solde compris) :

1^{er} — Sergent-chef.

NIOFAM, sergent, N° Mle M/4, de la compagnie de milice Lomé.

MAHOMBA, sergent, N° Mle M/30, de la compagnie de milice Lomé.

KPANTANON, sergent, N° Mle M/63, de la 4^e section de milice Anécho.

2^e — Sergent

BAMA, caporal-chef N° Mle M/197, de la 4^e section de milice Anécho.

ESSO, caporal-chef, N° Mle M/16, de la compagnie de milice Lomé.

BËSSI, caporal-chef, N° Mle M/180, de la compagnie de milice Lomé.

KONDO SABALÉ, caporal, N° Mle M/158, de la compagnie de milice Lomé.

KOUMA, caporal, N° Mle M/133, de la compagnie de milice Lomé.

EDIARE, caporal, N° Mle M/111, de la compagnie de milice Lomé.

TONIENKO TARAORÉ, caporal, N° Mle M/222, de la compagnie de milice Lomé.

3^e — Caporal

OUMORI, milicien 2^e classe N° Mle M/308, de la compagnie de milice Lomé.

KRITEMA YATOUTI, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/269, de la compagnie de milice Lomé.

YAO MANGO, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/152, de la compagnie de milice Lomé.

AGBA, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/118, de la compagnie de milice Lomé.

DAOBILA, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/225, de la compagnie de milice Lomé.

TIAMA, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/155, de la 4^e section de milice Anécho.

OROU GOMBARI, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/252, de la compagnie de milice Lomé.

TCHAPO, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/71, de la compagnie de milice Lomé.

4^e — Milicien 1^{re} classe

BAENA, milicien 2^e classe N° Mle M/293, de la 4^e section de milice Anécho.

BONKPASSE II, milicien 2^e classe N° Mle M/201, de la compagnie de milice Lomé.

DADJO, milicien 2^e classe, N° Mle M/294, de la 4^e section de milice Anécho.

KPETERE, milicien 2^e classe, N° Mle M/121, de la compagnie de milice Lomé.

TCHAOU, milicien 2^e classe, N° Mle M/189, de la compagnie de milice.

TOUSSOUBE, milicien 2^e classe, N° Mle M/149, de la compagnie de milice Lomé.

ADAM PATCHA, milicien 2^e classe, N° Mle M/146, de la compagnie de milice Lomé.

KOUDIANGO MESSI, milicien 2^e classe, N° Mle M/177, de la compagnie de milice.

Le garde de 1^{re} classe BRAHIMA ALI, N° Mle M/142 est nommé brigadier de 2^e classe à titre exceptionnel pour compter du 1^{er} janvier 1934, date de sa mise hors-cadres à la disposition de l'administrateur en chef, inspecteur des affaires administratives.

1^{re} — Compagnie de milice

Affectations

Par arrêté du :

30 décembre 1933. — Sont affectés pour compter du 1^{er} janvier 1934 :

à la compagnie de milice Lomé :

MEDO MOSSI, milicien 2^e classe, N° Mle M/237, de la 4^e section de milice Anécho.

BONI, milicien 1^{re} classe, N° Mle M/240, de la 4^e section de milice Anécho.

GBATAHO, milicien 2^e classe, N° Mle M/249, de la 4^e section de milice.

à la 4^e section de milice Anécho :

N'BANGOU, milicien 1^{re} classe N° Mle M/124, de la compagnie de milice.

BEKOUTARE, milicien 2^e classe, N° Mle M/134, de la compagnie de milice.

DIMBA, milicien 2^e classe, N° Mle M/305, de la compagnie de milice.

2^e — Garde indigène

Rengagements

Sont rengagés pour 1 an à compter du :

1^{er} janvier 1934. — TOMBOGA, brigadier-chef 2^e classe, Mle 961, du détachement de police de Lomé.

NAIKI, garde 1^{re} classe, Mle 897, du peloton de Sokodé.

YORA, garde 1^{re} classe, Mle 46, du peloton de Mango.

24 janvier 1934. — ZANDJANAKOU, garde 1^{re} classe Mle 800, du détachement de police Lomé.

Congé

Un congé de 2 mois à demi-solde avec gratuité de transport est accordé au brigadier-chef de 2^e classe KIMBIGOU, N° Mle 527, du peloton de Lomé (accompagné de sa femme et 5 enfants), pour en jouir à Koubouyou (Mango).

Rétrogradation

Est rétrogradé et remis garde de 1^{re} classe à compter du 15 décembre 1933, pour « faute grave répétée en service », le brigadier de 2^e classe ALABANI, N° Mle 861, du peloton de Lomé.

Licenciements

Sont licenciés pour compter du :

2 janvier 1934. — KOYOHOUN, garde 1^{re} classe, Mle 786, du peloton de dépôt (fin de contrat).

KAO BOLO, brigadier 2^e classe, Mle 126, du peloton de dépôt (fin de contrat).

TIEDRE ADOHI, garde 1^{re} classe, Mle 270, du peloton d'Anécho (fin de contrat).

DIENGA, garde 1^{re} classe, Mle 931, du peloton de Mango (fin de contrat).

1^{er} janvier 1934. — ATAKONA, garde 1^{re} classe, Mle 960, du peloton de dépôt (inconduite).

MORY KONATÉ, adjudant-chef Mle 111, du peloton de dépôt (limite d'âge).

16 janvier 1934. — ATCHOKO, garde 2^e classe, Mle 799, du peloton de travaux neufs (fin de contrat).

Mise en position hors-cadres

Les gradés et gardes ci-après sont mis en position hors-cadres à compter du 1^{er} janvier 1934 et rayés des contrôles du corps de la garde indigène à compter du même jour.

1° — AGOSSA DJOMATIN, adjudant-chef, N° Mle 148, à la disposition du commandant de cercle d'Anécho jusqu'à expiration de son contrat de rengagement en cours.

2° — SOKOTO DE SOUZA, adjudant N° Mle 119, à la disposition du commandant de cercle de Klouto jusqu'à expiration de son contrat de rengagement en cours.

3° — Le brigadier de 2^e classe BRAIMA ALL N° Mle 142, est mis pour 1 an à la disposition de l'administrateur en chef, inspecteur des affaires administratives.

Affectations

a) Est annulée l'affectation au peloton de dépôt du garde de 1^{re} classe MOUSSA MAMADOU, Mle 185, du peloton d'Atakpamé, prononcée par l'arrêté n° 764 du 16 décembre 1933.

b) Sont affectés pour compter du 1^{er} janvier 1934 :

au peloton d'Atakpamé :

TIKOU KOLARÉ, garde 2^e classe Mle 824, du peloton de dépôt.

au peloton de dépôt (Lomé) :

BAOOUROU, garde 2^e classe Mle 859, du peloton d'Atakpamé.

KORIKO, garde 2^e classe Mle 253, du peloton d'Atakpamé.

c) Sont affectés au peloton de dépôt (Lomé) à l'expiration des congés dont ils sont titulaires, les gardes ci-après du peloton des travaux neufs :

ATAKATI, garde 1^{re} classe, N° Mle 284.

ISSA GOUNI, garde 2^e classe, N° Mle 893.

Gratifications

Par arrêté du :

28 décembre 1933. — Sont accordées les gratifications suivantes aux gardes ci-après désignés :

1° — Gratification de 100 francs :

OMAR N'DIAYE, adjudant-chef, N° Mle 67, du peloton de Lomé

NIANGOULAM, adjudant-chef, N° Mle 901, du peloton de Sokodé.

2° — Gratification de 50 francs :

KARIMOU TARAORÉ, brigadier-chef 2^e classe N° Mle 311, du peloton de Lomé.

KEDESSEM, brigadier 1^{re} classe N° Mle 404, du peloton de Lomé.

YOUSOUFI MAIGA, brigadier-chef 1^{re} classe N° Mle 326, du peloton de Klouto.

BADAMASSI BADA, brigadier-chef 2^e classe N° Mle 146, du peloton de Klouto.

ASSABI, brigadier 2^e classe N° Mle 182, du peloton de Klouto.

BORMA, brigadier 1^{re} classe N° Mle 899, du peloton de Sokodé.

SIBIRI, brigadier 2^e classe N° Mle 900, du peloton de Sokodé.

NAM, brigadier-chef 2^e classe N° Mle 396, du peloton de Mango.

N'GUSSA, brigadier 1^{re} classe N° Mle 395, du peloton de Lomé.

MAGA TARAORÉ, brigadier 2^e classe N° Mle 849, du peloton de Lomé.

ALI DOUSSOKO, brigadier 2^e classe N° Mle 802, du peloton de Lomé.

SAKARY, brigadier 2^e classe N° Mle 632, du peloton d'Anécho.

3° — Gratification de 25 francs :

TABASSI BORA, garde 2^e classe N° Mle 773, du dépôt de la police.

AZANTRE, garde 2^e classe N° Mle 928, du dépôt de la police.

CEMOI, garde 1^{re} classe N° Mle 909, du peloton de Lomé.

MIDAMON, garde 1^{re} classe N° Mle 814, du peloton de Lomé.

LANGBE, garde 1^{re} classe N° Mle 911, du peloton de Lomé.

MOUSSA KANDÉ, garde 1^{re} classe N° Mle 913, du peloton de dépôt.

BABALEM, garde 2^e classe N° Mle 908, du peloton de Lomé.

SINTOKONA, garde 1^{re} classe N° Mle 710, du peloton de Klouto.

APEYRE, garde 1^{re} classe N° Mle 947, du peloton de Klouto.

BIRAIMA, garde 1^{re} classe N° Mle 309, du peloton de Klouto.

TIEDRE DAHO, garde 1^{re} classe N° Mle 734, du peloton de Klouto.

BOUKARI II, garde 1^{re} classe N° Mle 652, du peloton d'Atakpamé.

DIEDABA, garde 1^{re} classe N° Mle 452, du peloton d'Atakpamé.

TOI SONDE, garde 1^{re} classe N° Mle 397, du peloton d'Atakpamé.

AOUSSOU DJOBO, garde 1^{re} classe N° Mle 948, du peloton de Sokodé.

PODJO, garde 1^{re} classe N° Mle 136, du peloton de Sokodé.

ALASSANÉ, garde 1^{re} classe N° Mle 693, du peloton de Mango.

GNAMA, garde 2^e classe N° Mle 926, du dépôt de police Lomé.

KAYANSI, garde 1^{re} classe N° Mle 714, du dépôt de police Lomé.

NASSI, garde 2^e classe N° Mle 820, du dépôt de police Lomé.

NAGOU LAMBONI, garde 2^e classe N° Mle 924, du dépôt de police Lomé.

TIEDRE ADOHI, garde 1^{re} classe N° Mle 270, du peloton d'Anécho.

SAMBA TARAORÉ, garde 1^{re} classe N° Mle 933, du peloton d'Anécho.

Le port des aiguillettes est accordé en 1934 aux gardes dont les noms suivent :

KARIMOU TARAORÉ, brigadier 2^e classe N° Mle 311, du peloton de Lomé.

CEMOI, garde 1^{re} classe N° Mle 909, du peloton de Lomé.

DAGO, garde 2^e classe N° Mle 807, du peloton de Lomé.

ALLOCATIONS

Par arrêté du :

2 janvier 1934. — Le conseil d'administration entendu : — Le taux des allocations servies à certains chefs indigènes et à d'anciens agents de l'administration est fixé comme suit pour l'année 1934 :

Cercle de Lomé :

ADJALLE Jacob, chef d'Amoutivé	5.000
ADDEH ADOBO, chef de Gros-Bè	2.000
AKLOVE CHANCHAN, chef de Gros-Bè	2.000
MENSAH William, ex-agent de l'administration	3.000
William PRINCE AGBODJAN, ex-agent de l'administration	1.500
AJAVON Emmanuel, ex-agent de l'administration	1.500
Félicio DE SOUZA, ex-agent de l'administration	1.500
GABA Jacob, ex-agent de l'administration	1.500
ABOKI Fritz, ex-agent de l'administration	2.400
KARAMOKO, ex-agent de l'administration	600

Cercle d'Anécho :

LAWSON, chef-supérieur d'Anécho	14.000
AJAVON Sébastien, chef d'Anécho	1.600
SILVEIRA OUNEASSOU, ex-agent de l'administration	1.500
KOUAKOU KPONTON chef de famille	1.800
THOMAS David, ex-agent de l'administration	1.500
AMES Georges, ex-agent de l'administration	1.200

Cercle de Klouto :

GLO Albert, ex-agent de l'administration	800
TOMBA J., ex-agent de l'administration	480

Cercle de Sokodé :

TITIPO, ex-agent de l'administration	800
DIAGARA, ex-agent de l'administration	600
LOMBO, ex-agent de l'administration	300

Ces allocations sont payables par trimestre et d'avance.

La dépense correspondante sera imputée au budget local — exercice 1934 — chapitre I — article 3 — paragraphe 1^{er} « Allocations à des chefs et à d'anciens agents de l'administration ».

Ces allocations sont personnelles et annuelles.

CESSION

Par décision du :

21 décembre 1933. — Le trésorier-payeur est autorisé à céder à la Société Générale du Golfe de Guinée, 500 livres au taux de 82 francs la livre.

COMITÉ DE RADIODIFFUSION

Par décision du :

5 janvier 1934. — M. M. CLEMENT, agent de la Société Ollivant L. C^{ie}, LESCELLIER, contrôleur des P. T. T. sont désignés comme membres du comité de radiodiffusion du Togo.

COMMISSIONS

Par décision du :

23 décembre 1933. — Une commission composée de :
M. M. BARBARROUX, chef du service des douanes *Président*
TOQUE, contrôleur des douanes, } *Membres*
ASTIER, brigadier des douanes, }
se réunira sur la convocation de son président à l'effet d'établir le tableau d'avancement du cadre de gardes frontières (1^{er} semestre 1934).

M. ASTIER est nommé rapporteur de la susdite commission.

Par arrêté du :

29 décembre 1933. — La commission prévue à l'article 15 de l'arrêté du 2 octobre 1933, et composée de :

M. M. BAUCHÉ, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives, chef du secrétariat général. *Président*

CERVÉAUX, administrateur de 3^e classe des colonies, chef de cabinet,

FOURSAUD, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies,

GAUDONVILLE, adjoint principal des services civils, *Membres*

LAUQUÉ, adjoint principal des services civils,

se réunira au bureau du personnel, le 30 décembre à 15 heures, en vue de procéder à l'établissement du tableau d'avancement du personnel du cadre des services civils du Togo, pour l'année 1934.

DOMAINES

Concession

Par arrêté du :

30 décembre 1933. — Le conseil d'administration entendu : — Est approuvée l'attribution provisoire au conseil d'administration de la mission catholique du Togo, d'un terrain domanial de la contenance de 1 hectare 40 ares 57 centiares, situé à Sokodé, (cercle de Sokodé) immatriculé au livre foncier du cercle de Sokodé sous le n° 59 aux conditions stipulées dans le cahier des charges préalable à la mise en adjudication et moyennant le prix de 2.800 francs.

Avis de demande d'immatriculation

— au livre foncier du cercle de Lomé

Suivant réquisition, n° 898, déposée le 4 janvier 1934 le sieur Edward Quenu, profession d'employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, agissant au nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle de Lomé, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme rectangulaire d'une contenance totale de 2 ares 99 centiares situé à Lomé, au nord de la Place des Fêtes, quartier n° 8, (cercle de Lomé) et borné au nord par un terrain domanial, à l'est par la rue du Maréchal Bugeaud, au sud par terrain à Th. Anthony, à l'ouest par un passage le séparant du terrain à Van-Laré.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuel ou éventuels.

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, ès mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,

PEYROTTE.

GRATIFICATIONS

Par décision du :

3 janvier 1934. — Une gratification de fin de contrat de quatre mille francs (4.000 frs.) est accordée à M. SARRAZIN, médecin contractuel.

La dépense correspondante est imputable au chapitre XII, article 3 paragraphe 1, exercice 1934.

Une gratification de fin de contrat de deux mille francs (2.000 frs.) est attribuée à M. DURAND, opérateur sur pelle contractuel au service de construction du chemin de fer central togolais.

La dépense correspondante est imputable au chapitre III, article 1, paragraphe 1 du budget de l'emprunt, exercice 1934.

Une gratification de fin de contrat de six mille francs (6.000 frs.) est attribuée à M. DENAND, chef de section contractuel au service de construction du chemin de fer central togolais.

La dépense correspondante est imputable au chapitre II, article 2, paragraphe 1 du budget de l'emprunt, exercice 1934.

INDEMNITÉS

Par arrêté du :

30 décembre 1933. — Le conseil d'administration entendu : — Sont attribuées à titre de dédommagement les sommes suivantes aux indigènes ci-après désignés dont les cases ont dû être démolies pour permettre la construction de la chaussée d'accès à la jetée de Porto-Segouro :

ADANGBLENOU	100 francs
DJOSSAVI	50 francs
DJOSSOU	50 francs
AFANBO	50 francs
ADOTÉ	100 francs
AGBOMASSE	50 francs
AYETCHEOU	100 francs
AMEGANVI	100 francs
ZOKPOTO	100 francs
WOTOBE	50 francs
TETE	50 francs
AKAKPO	100 francs
COMLAVI	50 francs
COMLA	50 francs
NOUWOKPO	150 francs
AFATCHAO	50 francs
FIDANOU	150 francs
DASSOU	50 francs
AFATCHAO	50 francs
Total	1.450 francs

Par arrêté du :

30 décembre 1933. — Le conseil d'administration entendu : — Est abrogé pour compter du 1^{er} janvier 1934 l'arrêté n° 302 du 18 juin 1932 modifié par l'arrêté n° 636 du 24 décembre 1932 accordant une indemnité forfaitaire personnelle à M. BILLET, capitaine du génie, chef du service de construction du chemin de fer central togolais.

Par décision du :

3 janvier 1934. — M. IMBERT, chef du service de l'enseignement est autorisé à utiliser sa voiture personnelle marque « Citroën » d'une puissance de 9 C.V., pour les besoins du service.

Il aura droit à l'indemnité prévue par les règlements en vigueur.

LIBERATION CONDITIONNELLE

Par arrêté du :

6 janvier 1934. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé DASSI, condamné le 17 décembre 1931 par le tribunal de subdivision d'Anécho.

Jusqu'à l'expiration de sa peine, il devra résider dans le cercle d'Anécho et n'en sortir qu'avec l'autorisation du commandant de cercle.

MISSION RELIGIEUSE

Par arrêté du :

3 janvier 1934. — Sont agréés comme membres du conseil d'administration chargé de la gestion des biens de la mission protestante évangélique du Togo les missionnaires dont les noms suivent :

M. M. le pasteur Charles MAÎTRE . . .	<i>Président</i>
le pasteur Jean FAURE . . .	<i>Vice-Président</i>
le pasteur R. D. BAËTA . . .	<i>Membre</i>
le pasteur M. KWAWU . . .	<i>Membre</i>
M ^{lle} R. DOGIMONT . . .	<i>Secrétaire</i>

REMBOURSEMENT

Par décision du :

30 décembre 1933. — Le conseil d'administration entendu : — Est autorisé le remboursement au profit de la Société Commerciale et Industrielle de la Côte d'Afrique, d'une somme de 112 francs représentant le quart de la valeur d'un sac de café égaré par le service du chemin de fer en cours de transport.

Cette dépense sera imputée au budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf — exercice 1933 — chapitre V — article 4 — paragraphe 1^{er} — dépenses imprévues.

Par arrêté du :

2 janvier 1934. — Le conseil d'administration entendu : — Est autorisé le remboursement à M. MAS, entrepreneur à Lomé :

1° — Du cautionnement de garantie de 6.600 francs versé par lui suivant récépissé n° 13 du 4 mars 1933 à la caisse des dépôts et consignation en vertu du marché souscrit le 20 février 1933 et approuvé le 25 pour l'exécution des maçonneries de la polyclinique de Lomé

2° — Du cautionnement de garantie de 3.000 frs. versé suivant récépissé n° 73 du 7 octobre 1933 dans les mêmes conditions à l'occasion du marché souscrit le 14 août approuvé le 1^{er} septembre pour la construction d'un dispensaire à Anécho.

SECOURS

Par arrêté du :

30 décembre 1933. — Le conseil d'administration entendu : — Est accordé un secours de quatre cent cinquante francs (450 frs), une fois payé, au nommé Georges Koko, mécanicien journalier en service aux travaux publics, qui a été victime d'un accident le 11 août 1933, sur les chantiers de construction du phare de Lomé.

La dépense afférente au secours ci-dessus accordé est imputable au chapitre XIV, article 3, paragraphe unique, budget local, exercice 1933.

SOCIÉTÉS

Par arrêtés des :

5 janvier 1934. — Est autorisée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la constitution d'un groupement dénommé « Association Mutuelle des Métis du Togo ».

Sont approuvés les statuts de cette association tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

Est approuvée la modification suivante apportée à l'article 2 des statuts de la « Société d'élèves et d'anciens élèves du cours complémentaire de Lomé ».

La Société est dirigée par un bureau composé :

du directeur de l'école . . .	<i>Président</i>
d'un ancien élève (élu) . . .	<i>Vice-Président</i>
des instituteurs de l'école,	} <i>Membres</i>
de trois anciens élèves (élus),	
d'un élève présent à l'école (élu),	

Le trésorier est toujours l'économe de l'école.

Le bureau nomme son secrétaire et son comptable ».

SUCCESSION DE FONCTIONNAIRES

Avis

Il est donné avis aux personnes intéressées de l'ouverture de la succession de M. DESPALANQUES, Jean-Baptiste Marie Bernardin, conducteur agricole au Togo né le 20 mai 1904 à Montgaillard (Hautes Pyrénées) décédé à Kasséna (cercle de Sokodé) le 18 décembre 1933.

Les personnes qui auraient des droits à la succession sont invitées à les faire connaître et à en justifier au fonctionnaire soussigné.

Les créanciers de la succession sont également invités à produire leurs titres audit fonctionnaire.

Lomé, le 2 janvier 1934.

Le fonctionnaire chargé de l'administration des successions des fonctionnaires,

PEYROTTE.

Il est donné avis aux personnes intéressées de l'ouverture de la succession de Madame LAFITTE Odette Henriette Paula, épouse DESPALANGUES née à Bordeaux (Gironde) le 29 juin 1907 décédée à Kasséna (cercle de Sokodé) le 18 décembre 1933.

Les personnes qui auraient des droits à la succession sont invitées à les faire connaître et à en justifier au fonctionnaire soussigné.

Les créanciers de la succession sont également invités à produire leurs titres audit fonctionnaire.

Lomé, le 2 janvier 1934.

Le fonctionnaire chargé de l'administration des successions des fonctionnaires,

PEYROTTE.

VÉRIFICATIONS DE CAISSES

Par décisions des :

23 décembre 1933. — M. PÉCHOUX, administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies, chef du bureau des services financiers, est désigné pour vérifier la situation de caisse et de portefeuille de la trésorerie de Lomé le 30 décembre 1933 après la clôture des opérations de la journée.

Un procès-verbal de cette vérification sera dressé dans les conditions réglementaires.

Sont désignés pour procéder le 30 décembre 1933, après la clôture des opérations de la journée, à la vérification des encaisses :

Du receveur de l'enregistrement : M. FOURSAUD, administrateur adjoint des colonies.

Du receveur des postes et télégraphes de Lomé : M. BARMA, adjoint des S. C. du Togo.

Des agents spéciaux et gérants des bureaux des postes et télégraphes : Les commandants des cercles.

Des procès-verbaux de vérification seront établis en triple expédition par les fonctionnaires désignés ci-dessus et seront adressés au Commissaire de la République.

28 décembre 1933. — M. JONCA Jacques, sous-chef de bureau des chemins de fer de l'A. O. F. est désigné pour vérifier le 31 décembre 1933 après la clôture des opérations de la journée la situation de caisse de l'agent comptable intermédiaire du service du C. F. T.

Le procès-verbal de vérification sera établi en triple exemplaire et adressé au Commissaire de la République.

ETAT des principaux produits du cru exportés pendant le mois de décembre 1933.

PRODUITS	EXPORTATIONS décembre 1933	EXPORTATIONS TOTALES	
		1933	1932
Maïs en grains	471.533	3.156.373	194.041
Farine de manioc	21.403	477.884	166.968
Haricots	4.983	38.072	63.850
Ignames	28.748	214.795	390.902
Arachides en coques	6.150	64.257	131.926
Graines de coton	41.300	1.389.534	2.077.891
Coprah	616.591	1.672.124	1.897.614
Amandes de palme	410.169	6.358.912	10.018.135
Café	33.342	75.934	65.946
Cacao	1.056.487	6.986.221	6.137.100
Piment	1.380	15.934	28.368
Huile de palme	164.547	648.063	955.088
Kapok égrené	—	162.527	137.530

**ÉTAT des mouvements de la Navigation des Ports de Lomé et d'Anécho
pendant le mois de Décembre 1933**

Noms, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	D A T E S		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	T O N N A G E	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
291-Thornlea Koko-Hull	Anglais	2. 12. 33	2. 12. 33	2.548	35	—	150.847
292-Laguna Trieste-Pte. Noire	Italien	3. 12. 33	3. 12. 33	3.319	39	53.397	—
293-Ijstroom Hambourg-Lagos	Hollandais	4. 12. 33	4. 12. 33	2.902	42	9.133	—
294-Brazza Pte. Noire-Bordeaux	Français	5. 12. 33	5. 12. 33	6.086	144	—	76.134
295-Ft. Lamy Pt. Gentil-Hambourg	—do—	8. 12. 33	8. 12. 33	3.117	43	—	114.742
296-Foucauld Bordeaux-Pte. Noire	—do—	—do—	—do—	6.599	174	688	81
297-Touareg Douala-Marseille	—do—	10. 12. 33	10. 12. 33	3.122	74	1.282	743.244
298-Alfred Jones Liverpool-Kribi	Anglais	—do—	—do—	2.155	40	58.630	—
299-Tombouctou Marseille-Pte. Noire	Français	11. 12. 33	12. 12. 33	3.262	44	479.973	—
300-Cherca Lobito-Trieste	Italien	—do—	11. 12. 33	3.318	40	—	166.826
301-Barbara-Marie Lagos-Hambourg	Anglais	—do—	13. 12. 33	2.535	35	—	994.483
302-Edward Blyden Lagos-Liverpool	—do—	12. 12. 33	12. 12. 33	2.155	35	—	109
303-Canada Marseille-Douala	Français	14. 12. 33	14. 12. 33	5.668	165	24.508	—
304-Lafian Liverpool-Burutu	Anglais	15. 12. 33	15. 12. 33	2.270	36	87.965	—
305-Bois Soleil Caydiff-Pte. Gentil	Français	16. 12. 33	19. 12. 33	4.034	41	1.221.807	—
306-Ft. Archambault Rotterdam-Pte. Noire	—do—	18. 12. 33	18. 12. 33	3.288	44	87.450	—
307-Farndale Hull-Burutu	Anglais	—do—	19. 12. 33	2.533	34	196.590	—
308-Foucauld Pte. Noire-Bordeaux	Français	19. 12. 33	—do—	6.599	174	—	390
309-Amstelkerk Hambourg-Douala	Hollandais	20. 12. 33	20. 12. 33	2.453	64	27.978	—
310-Asie Bordeaux-Pte. Noire	Français	21. 12. 33	21. 12. 33	4.214	158	5.330	1.080
311-Dixcove Londres-Douala	Anglais	22. 12. 33	22. 12. 33	1.995	35	8.848	220
312-Thomas-Holt Douala-Liverpool	—do—	23. 12. 33	23. 12. 33	2.191	39	—	102.880
313-New Brunswick New York-Opobo	—do—	—do—	—do—	4.028	49	21.758	—
314-Jonathan-Holt Liverpool-Warri	—do—	25. 12. 33	25. 12. 33	1.794	39	106.628	—
315-Ft. Médine Douala-Hambourg	Français	—do—	—do—	3.141	44	—	55.224
316-Canada Douala-Marseille	—do—	—do—	—do—	5.668	165	80	264.149

NOM, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	ÉQUIPAGE	T O N N A G E	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
317-Livadia Hambourg-Rio Aye	Allemand	26. 12. 33	26. 12. 33	1.824	42	8.982	—
318-Hoggar Marseille-Douala	Français	27. 12. 33	27. 12. 33	3.109	74	43.723	—
319-Eastlea Sapele-Bordeaux	Anglais	—do—	—do—	2.582	37	—	51.840
320-Mac Gregor Laird Liverpool-Warri	—do—	28. 12. 33	28. 12. 33	2.167	39	61.929	—

PORT D'ANÉCHO

11-Thornlea Koko-Hull	Anglais	2. 12. 33	2. 12. 33	2.548	35	—	107.015
---------------------------------	---------	-----------	-----------	-------	----	---	---------

Lomé, le 2 Janvier 1934.

Le Chef du Service des Douanes p. i.

BARBARROUX.

Horaires des Courriers Maritimes

DÉPARTS

PAQUEBOTS	DÉPART DE LOMÉ	ARRIVÉE A			
		BORDEAUX	MARSEILLE	PLYMOUTH	PARIS
<i>Asie</i>	2 Janvier 1934	17 Janvier 1934			18 Janvier 1934
MAIL SERVICE	6 —			20 Janvier 1934	21 —
<i>Hoggar</i>	7 —		26 Janvier 1934		27 —
<i>Amérique</i>	16 —	31 —			1 Février 1934
MAIL SERVICE	20 —			3 Février 1934	4 —
<i>Brazza</i>	2 Février 1934	17 Février 1934			18 —
MAIL SERVICE	3 —			17 —	18 —
<i>Touareg</i>	4 —		23 Février 1934		24 —
<i>Foucauld</i>	13 —	2 Mars 1934			3 Mars 1934
MAIL SERVICE	17 —			3 Mars 1934	4 —
<i>Canada</i>	19 —		9 Mars 1934		10 —
<i>Asie</i>	27 —	14 —			15 —
MAIL SERVICE	3 Mars 1934			17 —	18 —
<i>Hoggar</i>	4 —		23 —		24 —
<i>Amérique</i>	13 —	28 —			29 —
MAIL SERVICE	17 —			31 —	1 Avril 1934
<i>Banfora</i>	19 —		6 Avril 1934		7 —
<i>Brazza</i>	27 —	11 Avril 1934			12 —
MAIL SERVICE	31 —			14 Avril 1934	15 —
<i>Touareg</i>	1 Avril 1934		20 —		21 —
<i>Foucauld</i>	10 —	25 —			26 —
MAIL SERVICE	14 —			28 —	29 —
<i>Canada</i>	16 —		4 Mai 1934		5 Mai 1934
<i>Asie</i>	24 —	7 Mai 1934			8 —

ARRIVÉES

PAQUEBOTS	VENANT DE		ARRIVÉE A LOMÉ
	BORDEAUX	MARSEILLE	
<i>Amérique</i>	19 Décembre 1933		3 Janvier 1934
<i>Brazza</i>	5 Janvier 1934		20 —
<i>Touareg</i>		9 Janvier 1934	25 —
<i>Foucauld</i>	17 —		31 —
<i>Canada</i>		23 —	8 Février 1934
<i>Asie</i>	31 —		14 —
<i>Hoggar</i>		6 Février 1934	21 —
<i>Amérique</i>	13 Février 1934		28 —
<i>Banfora</i>		20 —	8 Mars 1934
<i>Brazza</i>	27 —		14 —
<i>Touareg</i>		6 Mars 1934	22 —
<i>Foucauld</i>	14 Mars 1934		28 —
<i>Canada</i>		20 —	5 Avril 1934
<i>Asie</i>	28 —		11 —
<i>Hoggar</i>		3 Avril 1934	18 —
<i>Amérique</i>	10 Avril 1934		25 —

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

X^e FOIRE DU HAVRE

Quinzaine de Pâques 1934.

31 Mars — 15 Avril.

La X^e Foire du Havre aura lieu du Samedi 31 Mars, veille de Pâques, au deuxième dimanche après Pâques, 15 Avril 1934.

Le succès remporté par la dernière manifestation havraise, tant par le nombre et la qualité des pro-

duits exposés, que par l'affluence des visiteurs et l'activité des acheteurs, est du meilleur augure pour la grande Quinzaine Coloniale, Maritime, Industrielle, Commerciale et Agricole de l'an prochain.

Déjà, de nombreux Exposants, satisfaits des résultats obtenus, ont non seulement retenu leurs stands, mais se sont faits les propagandistes bénévoles en faveur de la X^e Foire du Havre.

Le confort des aménagements du Grand Palais, la disposition nouvelle du plan de répartition des emplacements qui place véritablement chacun des stands sur le « pourtour », grâce au jeu d'un sens unique de circulation obligatoire et d'ailleurs inévitable, et les vastes dimensions de l'enceinte, donneront toutes satisfactions à chacun des Exposants.

Pour recevoir le Règlement Officiel, les formules d'adhésion et les plans, prière d'en adresser la demande à M. le Secrétaire Général de la Foire du Havre — Le Havre (Seine-Inférieure).